

LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
DU COMMERCE EXTÉRIEUR
ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

F. 87 — 1836

14 JUILLET 1987. — Loi portant approbation de la Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles, du Protocole et de deux Déclarations communes, faits à Rome le 19 juin 1980 (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Approbation de la Convention*

Article 1^{er}. La Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles et le Protocole, faits à Rome le 19 juin 1980, sortiront leur plein et entier effet.

CHAPITRE 2. — *Dispositions immédiatement applicables*Titel 1^{er}. — *Champ d'application*

Art. 2. § 1^{er}. Les dispositions du présent chapitre sont applicables, dans les situations comportant un conflit de lois, aux obligations contractuelles.

§ 2. Elles ne s'appliquent pas :

a) à l'état et à la capacité des personnes physiques, sous réserve de l'article 12;

b) aux obligations contractuelles concernant :

- les testaments et successions;
- les régimes matrimoniaux;
- les droits et devoirs découlant des relations de famille, de parenté, de mariage ou d'alliance, y compris les obligations alimentaires envers les enfants non légitimes;

c) aux obligations nées de lettres de change, chèques, billets à ordre ainsi que d'autres instruments négociables, dans la mesure où les obligations nées de ces autres instruments dérivent de leur caractère négociable;

d) aux conventions d'arbitrage et d'élection de for;

e) aux questions relevant du droit des sociétés, associations et personnes morales, telles que la constitution, la capacité juridique, le fonctionnement interne et la dissolution des sociétés, associations et personnes morales, ainsi que la responsabilité personnelle légale des associés et des organes pour les dettes de la société, association ou personne morale;

f) à la question de savoir si un intermédiaire peut engager envers le tiers la personne pour le compte de laquelle il prétend agir ou si un organe d'une société, d'une association ou d'une personne morale peut engager envers les tiers cette société, association ou personne morale;

g) à la constitution des « trusts », aux relations qu'ils créent entre les constituants, les « trustees » et les bénéficiaires;

h) à la preuve et à la procédure sous réserve de l'article 15.

(1) *Session 1985-1986-1987.*

Sénat.

Documents. — Projet de loi, n° 362-1 (1985-1986). — Rapport, n° 362-2 (1986-1987).

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 7 avril 1987. — Vote. Séance du 9 avril 1987.

Chambre des représentants.

Documents. — Projet transmis par le Sénat, n° 858-1 (1986-1987).

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 4 juin 1987. — Vote. Séance du 4 juin 1987.

WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 87 — 1836

14 JULI 1987. — Wet houdende goedkeuring van het Verdrag inzake het recht dat van toepassing is op verbintenissen uit overeenkomst, van het Protocol en van twee Gemeenschappelijke Verklaringen, opgemaakt te Rome op 19 juni 1980 (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Goedkeuring van de Overeenkomst*

Artikel 1. Het Verdrag inzake het recht dat van toepassing is op verbintenissen uit overeenkomst en het Protocol, opgemaakt te Rome op 19 juni 1980, zullen volkomen uitwerking hebben.

HOOFDSTUK 2. — *Onmiddellijke toepasselijke bepalingen*Titel I. — *Toepassingsgebied*

Art. 2. § 1. De bepalingen van dit hoofdstuk zijn van toepassing op verbintenissen uit overeenkomst in gevallen waarin uit het recht van verschillende landen moet worden gekozen.

§ 2. Zij zijn niet van toepassing op :

a) de staat en bevoegdheid van natuurlijke personen, behoudens artikel 12;

b) verbintenissen uit overeenkomst betreffende :

- testamente en erfenissen;
- huwelijksgoederenrecht;
- rechten en verplichtingen uit en familierechterlijke betrekkingen tussen ouders en kinderen, uit bloedverwantschap, huwelijk en aanverwantschap, met inbegrip van onderhoudsverplichtingen jegens onwettige kinderen;

c) verbintenissen uit wissels, cheques, orderbriefjes, alsmede andere verhandelbare waardepapieren, voor zover de verbintenissen uit deze andere papieren het gevolg zijn van hun verhandelbaarheid;

d) overeenkomsten tot arbitrage en tot aanwijzing van een bevoegde rechter;

e) kwesties behorende tot het recht inzake vennootschappen, verenigingen en rechtspersonen, zoals de oprichting, de rechts- en handelingsbevoegdheid, het inwendig bestel en de ontbinding van vennootschappen, verenigingen en rechtspersonen, alsmede de persoonlijke aansprakelijkheid van de vennoten en de organen voor de schulden van de vennootschap, vereniging of rechtspersoon;

f) de vraag of een vertegenwoordiger zijn principaal, dan wel of een orgaan van een vennootschap, vereniging of rechtspersoon deze vennootschap, vereniging of rechtspersoon jegens een derde kan binden;

g) de oprichting van « trusts », alsmede de daardoor ontstane rechtsbetrekkingen tussen oprichters, « trustees » en begunstigden;

h) het bewijs en de rechtspleging behoudens artikel 15.

(1) *Zitting 1985-1986-1987.*

Senaat.

Documenten. — Ontwerp van wet, nr. 362-1 (1985-1986). — Verslag, nr. 362-2 (1986-1987).

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Zitting van 7 april 1987. — Stemming. Zitting van 9 april 1987.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Documenten. — Ontwerp overgezonden door de Senaat, nr. 858-1 (1986-1987).

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Zitting van 4 juni 1987. — Stemming. Zitting van 4 juni 1987.

§ 3. Les dispositions du présent chapitre ne s'appliquent pas aux contrats d'assurance qui couvrent des risques situés dans les territoires des Etats membres de la Communauté économique européenne. Pour déterminer si un risque est situé dans ces territoires, le juge applique sa loi interne.

§ 4. Le paragraphe précédent ne concerne pas les contrats de réassurance.

Titre II. — Règles uniformes

Art. 3. § 1^{er}. Le contrat est régi par la loi choisie par les parties. Ce choix doit être exprès ou résulter de façon certaine des dispositions du contrat ou des circonstances de la cause. Par ce choix, les parties peuvent désigner la loi applicable à la totalité ou à une partie seulement de leur contrat.

§ 2. Les parties peuvent convenir, à tout moment, de faire régir le contrat par une loi autre que celle qui le régissait auparavant soit en vertu d'un choix antérieur selon le présent article, soit en vertu d'autres dispositions du présent chapitre. Toute modification quant à la détermination de la loi applicable, intervenue postérieurement à la conclusion du contrat, n'affecte pas la validité formelle du contrat au sens de l'article 8 et ne porte pas atteinte aux droits des tiers.

§ 3. Le choix par les parties d'une loi étrangère, assorti ou non de celui d'un tribunal étranger, ne peut, lorsque tous les autres éléments de la situation sont localisés au moment de ce choix dans un seul pays, porter atteinte aux dispositions auxquelles la loi de ce pays ne permet pas de déroger par contrat, ci-après dénommées « dispositions impératives ».

§ 4. L'existence et la validité du consentement des parties quant au choix de la loi applicable sont régies par les dispositions établies aux articles 8, 9 et 11.

Art. 4. § 1^{er}. Dans la mesure où la loi applicable au contrat n'a pas été choisie conformément aux dispositions de l'article 3, le contrat est régi par la loi du pays avec lequel il présente les liens les plus étroits. Toutefois, si une partie du contrat est séparable du reste du contrat et présente un lien plus étroit avec un autre pays, il pourra être fait application, à titre exceptionnel, à cette partie du contrat de la loi de cet autre pays.

§ 2. Sous réserve du paragraphe 5, il est présumé que le contrat présente les liens les plus étroits avec le pays où la partie qui doit fournir la prestation caractéristique a, au moment de la conclusion du contrat, sa résidence habituelle ou, s'il s'agit d'une société, association ou personne morale, son administration centrale. Toutefois, si le contrat est conclu dans l'exercice de l'activité professionnelle de cette partie, ce pays est celui où est situé son principal établissement ou, si, selon le contrat, la prestation doit être fournie par un établissement autre que l'établissement principal, celui où est situé cet autre établissement.

§ 3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, dans la mesure où le contrat a pour objet un droit réel immobilier ou un droit d'utilisation d'un immeuble, il est présumé que le contrat présente les liens les plus étroits avec le pays où est situé l'immeuble.

§ 4. Le contrat de transport de marchandises n'est pas soumis à la présomption du paragraphe 2. Dans ce contrat, si le pays dans lequel le transporteur a son établissement principal au moment de la conclusion du contrat est aussi celui dans lequel est situé le lieu de chargement ou de déchargement ou l'établissement principal de l'expéditeur, il est présumé que le contrat a les liens les plus étroits avec ce pays. Pour l'application du présent paragraphe, sont considérés comme contrats de transport de marchandises les contrats d'affrètement pour un seul voyage ou d'autres contrats lorsqu'ils ont principalement pour objet de réaliser un transport de marchandises.

§ 5. L'application du paragraphe 2 est écartée lorsque la prestation caractéristique ne peut être déterminée. Les présomptions des paragraphes 2, 3 et 4 sont écartées lorsqu'il résulte de l'ensemble des circonstances que le contrat présente des liens plus étroits avec un autre pays.

Art. 5. § 1^{er}. Le présent article s'applique aux contrats ayant pour objet la fourniture d'objets mobiliers corporels ou de services à une personne, le consommateur, pour un usage pouvant être considéré comme étranger à son activité professionnelle, ainsi qu'aux contrats destinés au financement d'une telle fourniture.

§ 3. De bepalingen van dit hoofdstuk zijn niet van toepassing op verzekeringsovereenkomsten waarin risico's worden gedekt die op het grondgebied van de lid-Staten van de Europese Economische Gemeenschap zijn gelegen. Bij de beoordeling van de vraag of een risico op deze grondgebieden is gelegen past de rechter zijn eigen recht toe.

§ 4. De voorgaande paragraaf is niet van toepassing op herverzekeringsovereenkomsten.

Titel II. — Eenvormige regels

Art. 3. § 1. Een overeenkomst wordt beheerst door het recht dat partijen hebben gekozen. De rechtskeuze moet uitdrukkelijk zijn gedaan of voldoende duidelijk blijken uit de bepalingen van de overeenkomst of de omstandigheden van het geval. Bij hun keuze kunnen partijen het toepasselijke recht aanwijzen voor de overeenkomst in haar geheel of voor slechts een onderdeel daarvan.

§ 2. Partijen kunnen te allen tijde overeenkomen de overeenkomst aan een ander recht te onderwerpen dan het recht dat deze voorheen, hetzij op grond van een vroegere rechtskeuze overeenkomstig dit artikel, hetzij op grond van een andere bepaling van dit hoofdstuk, beheerste. Een wijziging in de rechtskeuze door partijen na de totstandkoming van de overeenkomst is niet van invloed op de formele geldigheid van de overeenkomst in de zin van artikel 8 en doet geen afbreuk aan rechten van derden.

§ 3. De keuze door partijen van een buitenlands recht, al dan niet gepaard gaande met de aanwijzing van een buitenlandse rechter, laat, wanneer alle overige elementen van het geval op het tijdstip van deze keuze met een enkel land zijn verbonden, onverlet de bepalingen waarvan volgens het recht van dit land niet bij overeenkomst mag worden afgeweken, hierna « dwingende bepalingen » te noemen.

§ 4. De vraag of er overeenstemming tussen partijen tot stand is gekomen over de keuze van het toepasselijke recht en of deze overeenstemming geldig is, wordt beheerst door de artikelen 8, 9 en 11.

Art. 4. § 1. Voor zover geen keuze overeenkomstig artikel 3 van het op de overeenkomst toepasselijk recht is gedaan, wordt de overeenkomst beheerst door het recht van het land waarmee zij het nauwst is verbonden. Indien evenwel een deel van de overeenkomst kan worden afgescheiden en dit deel nauwer verbonden is met een ander land, kan hierop bij wijze van uitzondering het recht van dat andere land worden toegepast.

§ 2. Behoudens de vijfde paragraaf wordt vermoed dat de overeenkomst het nauwst is verbonden met het land waar de partij die de kenmerkende prestatie moet verrichten, op het tijdstip van het sluiten van de overeenkomst haar gewone verblijfplaats, of, wanneer het een vennootschap, vereniging of rechtspersoon betreft, haar hoofdbestuur heeft. Indien de overeenkomst evenwel in de uitoefening van het beroep of het bedrijf van deze partij werd gesloten, is dit het land waar zich haar hoofdvesting bevindt of, indien de prestatie volgens de overeenkomst door een andere vestiging dan de hoofdvesting moet worden verricht, het land waar zich deze andere vestiging bevindt.

§ 3. Voor zover de overeenkomst een zakelijk recht op of een recht tot gebruik van een onroerend goed tot onderwerp heeft, wordt, ongeacht de tweede paragraaf, vermoed dat de overeenkomst het nauwst is verbonden met het land waar het onroerend goed is gelegen.

§ 4. Het vermoeden van de tweede paragraaf geldt niet voor de overeenkomst tot vervoer van goederen. Wanneer bij een dergelijke overeenkomst het land waar de vervoerder zijn hoofdvesting heeft ten tijde van de sluiting, tevens het land is waar de plaats van de inlading of lossing, dan wel de hoofdvesting van de verzender is gelegen, wordt vermoed dat de overeenkomst het nauwst is verbonden met dat land. Voor de toepassing van onderhavige paragraaf wordt als overeenkomst tot vervoer van goederen beschouwd de bevrachting voor een enkele reis en iedere andere overeenkomst die hoofdzakelijk het vervoer van goederen betreft.

§ 5. Het tweede lid vindt geen toepassing indien niet kan worden vastgesteld welke de kenmerkende prestatie is. De vermoedens van de tweede, derde en vierde paragraaf gelden niet wanneer uit het geheel der omstandigheden blijkt dat de overeenkomst nauwer is verbonden met een ander land.

Art. 5. § 1. Dit artikel is van toepassing op overeenkomsten die betrekking hebben op de levering van roerende lichamelijke zaken of de verstrekking van diensten aan een persoon, de consument, voor een gebruik dat als niet bedrijfs- of beroepsmatig kan worden beschouwd, alsmede op overeenkomsten ter financiering van een dergelijke levering of verstrekking.

§ 2. Nonobstant les dispositions de l'article 3, le choix par les parties de la loi applicable ne peut avoir pour résultat de priver le consommateur de la protection que lui assurent les dispositions impératives de la loi du pays dans lequel il a sa résidence habituelle :

— si la conclusion du contrat a été précédée dans ce pays d'une proposition spécialement faite ou d'une publicité, et si le consommateur a accompli dans le pays les actes nécessaires à la conclusion du contrat, ou

— si le co-contractant du consommateur ou son représentant a reçu la commande du consommateur dans ce pays, ou

— si le contrat est une vente de marchandises et que le consommateur se soit rendu de ce pays dans un pays étranger et y ait passé la commande, à la condition que le voyage ait été organisé par le vendeur dans le but d'inciter le consommateur à conclure une vente.

§ 3. Nonobstant les dispositions de l'article 4 et à défaut de choix exercé conformément à l'article 3, ces contrats sont régis par la loi du pays dans lequel le consommateur a sa résidence habituelle, s'ils sont intervenus dans les circonstances décrites au paragraphe 2 du présent article.

§ 4. Le présent article ne s'applique pas :

a) au contrat de transport;

b) au contrat de fourniture de services lorsque les services dus au consommateur doivent être fournis exclusivement dans un pays autre que celui dans lequel il a sa résidence habituelle.

§ 5. Nonobstant les dispositions du paragraphe 4, le présent article s'applique au contrat offrant pour un prix global des prestations combinées de transport et de logement.

Art. 6. § 1^{er}. Nonobstant les dispositions de l'article 3, dans le contrat de travail, le choix par les parties de la loi applicable ne peut avoir pour résultat de priver le travailleur de la protection que lui assurent les dispositions impératives de la loi qui serait applicable, à défaut de choix, en vertu du paragraphe 2 du présent article.

§ 2. Nonobstant les dispositions de l'article 4 et à défaut de choix exercé conformément à l'article 3, le contrat de travail est régi :

a) par la loi du pays où le travailleur, en exécution du contrat, accomplit habituellement son travail, même s'il est détaché à titre temporaire dans un autre pays, ou

b) si le travailleur n'accomplit pas habituellement son travail dans un même pays, par la loi du pays où se trouve l'établissement qui a embauché le travailleur, à moins qu'il ne résulte de l'ensemble des circonstances que le contrat de travail présente des liens plus étroits avec un autre pays, auquel cas la loi de cet autre pays est applicable.

Art. 7. § 1^{er}. Lors de l'application, en vertu du présent chapitre, de la loi d'un pays déterminé, il pourra être donné effet aux dispositions impératives de la loi d'un autre pays avec lequel la situation présente un lien étroit, si et dans la mesure où, selon le droit de ce dernier pays, ces dispositions sont applicables quelle que soit la loi régissant le contrat. Pour décider si effet doit être donné à ces dispositions impératives, il sera tenu compte de leur nature et de leur objet ainsi que des conséquences qui découleraient de leur application ou de leur non-application.

§ 2. Les dispositions du présent chapitre ne pourront porter atteinte à l'application des règles de la loi du pays du juge qui régissent impérativement la situation quelle que soit la loi applicable au contrat.

Art. 8. § 1^{er}. L'existence et la validité du contrat ou d'une disposition de celui-ci sont soumises à la loi qui serait applicable en vertu du présent chapitre si le contrat ou la disposition étaient valables.

§ 2. Toutefois, pour établir qu'elle n'a pas consenti, une partie peut se référer à la loi du pays dans lequel elle a sa résidence habituelle s'il résulte des circonstances qu'il ne serait pas raisonnable de déterminer l'effet du comportement de cette partie d'après la loi prévue au paragraphe précédent.

Art. 9. § 1^{er}. Un contrat conclu entre des personnes qui se trouvent dans un même pays est valable quant à la forme s'il satisfait aux conditions de forme de la loi qui le régit au fond en vertu du présent chapitre ou de la loi du pays dans lequel il a été conclu.

§ 2. Un contrat conclu entre des personnes qui se trouvent dans des pays différents est valable quant à la forme s'il satisfait aux conditions de forme de la loi qui le régit au fond en vertu du présent chapitre ou de la loi de l'un de ces pays.

§ 2. Ongeacht artikel 3 kan de rechtskeuze van partijen er niet toe leiden dat de consument de bescherming verliest welke hij geniet op grond van de dwingende bepalingen van het recht van het land waar hij zijn gewone verblijfplaats heeft, indien :

— de sluiting van de overeenkomst in dat land is voorafgegaan door een bijzonder voorstel of publiciteit en indien de consument in dat land de voor de sluiting van die overeenkomst noodzakelijke handelingen verricht, of

— de wederpartij van de consument of zijn vertegenwoordiger de bestelling van de consument in dat land heeft ontvangen, of

— het een koopovereenkomst betreft en de consument vanuit dat land naar een ander land is gereisd en daar de bestelling heeft gedaan, mits de reis door de verkoper is georganiseerd met het doel de consument tot koop te bewegen.

§ 3. Ongeacht artikel 4 worden deze overeenkomsten, bij gebreke van een rechtskeuze overeenkomstig artikel 3, beheerst door het recht van het land waar de consument zijn gewone verblijfplaats heeft, indien zij zijn gesloten in de in de tweede paragraaf beschreven omstandigheden.

§ 4. Dit artikel is niet van toepassing op :

a) de vervoerovereenkomst;

b) de overeenkomst tot verstrekking van diensten, wanneer de diensten moeten worden verstrekt in een ander land dan dat waar hij zijn gewone verblijfplaats heeft.

§ 5. Ongeacht de vierde paragraaf is dit artikel van toepassing op de overeenkomst waarbij voor één enkele prijs zowel vervoer als verblijf wordt aangehouden.

Art. 6. § 1. Ongeacht artikel 3 kan de rechtskeuze van partijen in een arbeidsovereenkomst er niet toe leiden dat de werknemer de bescherming verliest welke hij geniet op grond van de dwingende bepalingen van het recht dat ingevolge de tweede paragraaf van het onderhavig artikel bij gebreke van een rechtskeuze op hem van toepassing zou zijn.

§ 2. Ongeacht artikel 4 wordt de arbeidsovereenkomst, bij gebreke van een rechtskeuze overeenkomstig artikel 3, beheerst door :

a) het recht van het land waar de werknemer ter uitvoering van de overeenkomst gewoonlijk zijn arbeid verricht, zelfs wanneer hij tijdelijk in een ander land te werk is gesteld, of

b) het recht van het land waar zich de vestiging bevindt die de werknemer in dienst heeft genomen, wanneer deze niet in een zelfde land gewoonlijk zijn arbeid verricht, tenzij uit het geheel der omstandigheden blijkt dat de arbeidsovereenkomst nauwer is verbonden met een ander land, in welk geval het recht van dat andere land toepasselijk is.

Art. 7. § 1. Bij de toepassing ingevolge dit hoofdstuk van het recht van een bepaald land kan gevolg worden toegekend aan de dwingende bepalingen van het recht van een ander land waarmede het geval nauw is verbonden, indien en voor zover deze bepalingen volgens het recht van het laatstgenoemde land toepasselijk zijn, ongeacht het recht dat de overeenkomst beheerst. Bij de beslissing of aan deze dwingende bepalingen gevolg moet worden toegekend, wordt rekening gehouden met hun aard en strekking, alsmede met de gevolgen die uit de toepassing of niet-toepassing van deze bepalingen zouden voortvloeien.

§ 2. Dit hoofdstuk laat de toepassing onverlet van de bepalingen van het recht van het land van de rechter die ongeacht het op de overeenkomst toepasselijke recht, het geval dwingend beheersen.

Art. 8. § 1. Het bestaan en de geldigheid van de overeenkomst of van een bepaling daarvan worden beheerst door het recht dat ingevolge dit hoofdstuk toepasselijk zou zijn, indien de overeenkomst of de bepaling geldig zou zijn.

§ 2. Niettemin kan een partij zich, voor het bewijs dat zij haar toestemming niet heeft verleend, beroepen op het recht van het land waar zij haar gewone verblijfplaats heeft, indien uit de omstandigheden blijkt dat het niet redelijk zou zijn de gevolgen van haar gedrag te bepalen overeenkomstig het recht, bedoeld in de voorgaande paragraaf.

Art. 9. § 1. Een overeenkomst die is gesloten tussen personen die zich in een zelfde land bevinden, is wat de vorm betreft geldig indien zij voldoet aan de vormvereisten van het recht dat ingevolge dit hoofdstuk op de overeenkomst zelve van toepassing is, of van het recht van het land waar de overeenkomst is gesloten.

§ 2. Een overeenkomst die is gesloten tussen personen die zich in verschillende landen bevinden, is wat de vorm betreft geldig indien zij voldoet aan de vormvereisten van het recht dat ingevolge dit hoofdstuk op de overeenkomst zelve van toepassing is, of van het recht van één van die landen.

§ 3. Lorsque le contrat est conclu par un représentant, le pays où le représentant se trouve au moment où il agit est celui qui doit être pris en considération pour l'application des paragraphes 1^{er} et 2.

§ 4. Un acte juridique unilatéral relatif à un contrat conclu ou à conclure est valable quant à la forme s'il satisfait aux conditions de forme de la loi qui régit ou régirait au fond le contrat en vertu du présent chapitre ou de la loi du pays dans lequel cet acte est intervenu.

§ 5. Les dispositions des paragraphes précédents ne s'appliquent pas aux contrats qui entrent dans le champ d'application de l'article 5 conclus dans les circonstances qui y sont décrites au paragraphe 2. La forme de ces contrats est régie par la loi du pays dans lequel le consommateur a sa résidence habituelle.

§ 6. Nonobstant les dispositions des quatre premiers paragraphes du présent article, tout contrat ayant pour objet un droit réel immobilier ou un droit d'utilisation d'un immeuble est soumis aux règles de forme impératives de la loi du pays où l'immeuble est situé, pour autant que selon cette loi elles s'appliquent indépendamment du lieu de conclusion du contrat et de la loi le régissant au fond.

Art. 10. § 1^{er}. La loi applicable au contrat en vertu des articles 3 à 6 et de l'article 12 du présent chapitre régit notamment :

- a) son interprétation;
- b) l'exécution des obligations qu'il engendre;
- c) dans les limites des pouvoirs attribués au tribunal par sa loi de procédure, les conséquences de l'inexécution totale ou partielle de ces obligations, y compris l'évaluation du dommage dans la mesure où des règles de droit la gouvernent;
- d) les divers modes d'extinction des obligations, ainsi que les prescriptions et déchéances fondées sur l'expiration d'un délai;

e) les conséquences de la nullité du contrat.

§ 2. En ce qui concerne les modalités d'exécution et les mesures à prendre par le créancier en cas de défaut dans l'exécution, on aura égard à la loi du pays où l'exécution a lieu.

Art. 11. Dans un contrat conclu entre personnes se trouvant dans un même pays, une personne physique qui serait capable selon la loi de ce pays ne peut invoquer son incapacité résultant d'une autre loi que si, au moment de la conclusion du contrat, le co-contractant a connu cette incapacité ou ne l'a ignorée qu'en raison d'une imprudence de sa part.

Art. 12. § 1^{er}. Les obligations entre le cédant et le cessionnaire d'une créance sont régies par la loi qui, en vertu du présent chapitre, s'applique au contrat qui les lie.

§ 2. La loi qui régit la créance cédée détermine le caractère cessible de celle-ci, les rapports entre cessionnaire et débiteur, les conditions d'opposabilité de la cession au débiteur et le caractère libératoire de la prestation faite par le débiteur.

Art. 13. § 1^{er}. Lorsqu'en vertu d'un contrat, une personne, le créancier, a des droits à l'égard d'une autre personne, le débiteur, et qu'un tiers a l'obligation de désintéresser le créancier ou encore que le tiers a désintéressé le créancier en exécution de cette obligation, la loi applicable à cette obligation du tiers détermine si celui-ci peut exercer en tout ou en partie les droits détenus par le créancier contre le débiteur selon la loi régissant leurs relations.

§ 2. La même règle s'applique lorsque plusieurs personnes sont tenues de la même obligation contractuelle et que le créancier a été désintéressé par l'une d'elles.

Art. 14. § 1^{er}. La loi régissant le contrat en vertu du présent chapitre s'applique dans la mesure où, en matière d'obligations contractuelles, elle établit des présomptions légales ou répartit la charge de la preuve.

§ 2. Les actes juridiques peuvent être prouvés par tout mode de preuve admis soit par la loi du for, soit par l'une des lois visées à l'article 9, selon laquelle l'acte est valable quant à la forme, pour autant que la preuve puisse être administrée selon ce mode devant le tribunal saisi.

§ 3. Wanneer de overeenkomst is gesloten door een vertegenwoordiger, wordt onder het land, bedoeld in de eerste en tweede paragraaf, verstaan het land waar de vertegenwoordiger zich bevindt op het tijdstip dat hij optreedt.

§ 4. Een eenzijdige rechtshandeling die betrekking heeft op een reeds gesloten of nog te sluiten overeenkomst, is wat de vorm betreft geldig indien zij voldoet aan de vormvereisten van het recht dat de overeenkomst zelve ingevolge dit hoofdstuk beheerst of zou beheersen, of van het recht van het land waar die rechtshandeling is verricht.

§ 5. De voorafgaande paragrafen zijn niet van toepassing op overeenkomsten waarop artikel 5 van toepassing is en die onder de in de tweede paragraaf van dat artikel beschreven omstandigheden zijn gesloten. Deze overeenkomsten worden wat de vorm betreft, beheerst door het recht van het land waar de consument zijn gewone verblijfplaats heeft.

§ 6. Ongeacht de eerste tot en met de vierde paragraaf van dit artikel wordt de overeenkomst die een zakelijk recht op of een recht tot gebruik van een onroerend goed tot onderwerp heeft, beheerst door de dwingende vormvoorschriften van het recht van het land waar het onroerend goed is gelegen, voor zover die voorschriften volgens dat recht toepasselijk zijn ongeacht de plaats waar de overeenkomst werd gesloten en ongeacht het daarop toepasselijk recht.

Art. 10. § 1. Het recht dat ingevolge de artikelen 3 tot en met 6 en artikel 12 van dit hoofdstuk op de overeenkomst toepasselijk is, beheerst met name :

- a) de uitlegging ervan;
- b) de nakoming ervan;
- c) de gevolgen van gehele of gedeeltelijke tekortkoming, daaronder begrepen de vaststelling van de schade voor zover hierdoor rechtsregels gelden, een en ander binnen de grenzen welke het procesrecht van de rechter aan diens bevoegdheden stelt;
- d) de verschillende wijzen waarop verbintenissen tenietgaan, alsmede de verjaring en het verval van rechten als gevolg van het verstrijken van een termijn;
- e) de gevolgen van de nietigheid van de overeenkomst.

§ 2. Ten aanzien van de wijze van nakoming en de door de schuldeiser in geval van tekortkoming te nemen maatregelen, wordt rekening gehouden met het recht van het land waar de overeenkomst wordt nagekomen.

Art. 11. Bij een overeenkomst die is gesloten tussen personen die zich in een zelfde land bevinden, kan een natuurlijke persoon die volgens het recht van dat land handelingsbekwaam is, zich slechts beroepen op het feit dat hij volgens een ander recht handelingsonbekwaam is, indien de wederpartij ten tijde van de sluiting van de overeenkomst deze onbekwaamheid kende of door nalatigheid niet kende.

Art. 12. § 1. De verbintenissen tussen cedent en cessionaris van een vordering worden beheerst door het recht dat ingevolge dit hoofdstuk op de tussen hen bestaande overeenkomst van toepassing is.

§ 2. Het recht dat de gecedeerde vordering beheerst, bepaalt of zij voor cessie vatbaar is, alsmede de betrekkingen tussen cessionaris en schuldenaar, de voorwaarden waaronder de cessie aan de schuldenaar kan worden tegengeworpen en of de schuldenaar door betaling is bevrijd.

Art. 13. § 1. Indien een persoon, de schuldeiser, een vordering uit overeenkomst heeft jegens een andere persoon, de schuldenaar, en een derde verplicht is de schuldenaar te voldoen, dan wel deze reeds door de derde op grond van deze verplichting is voldaan, bepaalt het recht dat op de verplichting van de derde toepasselijk is, of deze de rechten die de schuldeiser jegens de schuldenaar heeft overeenkomstig het recht dat hun betrekkingen beheerst, kan uitoefenen en zo ja, in welke mate.

§ 2. Hetzelfde geldt wanneer verschillende personen door dezelfde overeenkomst zijn gebonden en een van hen de schuldeiser heeft voldaan.

Art. 14. § 1. Het recht dat ingevolge dit hoofdstuk de overeenkomst beheerst, is van toepassing voor zover het ten aanzien van verbintenissen uit overeenkomst wettelijke vermoedens vestigt of regels over de verdeling van de bewijslast bevat.

§ 2. Rechtshandelingen kunnen worden bewezen door ieder middel dat is toegelaten door de rechter of door één der in artikel 9, bedoelde rechtstelsels volgens hetwelk de rechtshandeling wat haar vorm betreft geldig is, voor zover dit middel van bewijsvoering kan worden opgedragen door de rechter bij wie de zaak aanhangig is.

Art. 15. Lorsque le présent chapitre prescrit l'application de la loi d'un pays, elle entend les règles de droit en vigueur dans ce pays à l'exclusion des règles de droit international privé.

Art. 16. L'application d'une disposition de la loi désignée par le présent chapitre ne peut être écartée que si cette application est manifestement incompatible avec l'ordre public du for.

CHAPITRE 3. — Entrée en vigueur

Art. 17. Le chapitre 2 entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

Il est applicable aux contrats conclus après cette date.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 14 juillet 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Relations extérieures,

L. TINDEMANS

Pour le Ministre de la Justice, absent :

Le Ministre des Travaux publics,

L. OLIVIER

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

J. GOL

Art. 15. Wanneer dit hoofdstuk de toepassing van het recht van een land voorschrijft, worden daaronder verstaan de rechtsregels die in dat land gelden met uitsluiting van het internationaal privaatrecht.

Art. 16. De toepassing van een bepaling van het door dit hoofdstuk aangewezen recht kan slechts terzijde worden gesteld indien deze toepassing kennelijk onverenigbaar is met de openbare orde van het land van de rechter.

HOOFDSTUK 3. — Inwerkingtreding

Art. 17. Hoofdstuk 2 treedt in werking op de eerste dag van de derde maand volgend op de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*.

Het is van toepassing op overeenkomsten gesloten vanaf deze datum.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 14 juli 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen,

L. TINDEMANS

Voor de Minister van Justitie, afwezig :

De Minister van Openbare Werken,

L. OLIVIER

Gezien en met 's Lands zegel gezegd :

De Minister van Justitie,

J. GOL

Convention
sur la loi applicable
aux obligations contractuelles

Verdrag inzake het recht
dat van toepassing is
op verbintenissen uit overeenkomst

Übereinkommen
über das auf Vertragliche Schuldverhältnisse
anzuwendende Recht

Préambule

Les Hautes Parties Contractantes au traité instituant la Communauté économique européenne,

Soucieuses de poursuivre, dans le domaine du droit international privé, l'œuvre d'unification juridique déjà entreprise dans la Communauté, notamment en matière de compétence judiciaire et d'exécution des jugements,

Desirant établir des règles uniformes concernant la loi applicable aux obligations contractuelles,

Sont convenues des dispositions qui suivent :

TITRE I^{er}

Champ d'application

Article 1^{er}

Champ d'application

1. Les dispositions de la présente convention sont applicables, dans les situations comportant un conflit de lois, aux obligations contractuelles.

2. Elles ne s'appliquent pas :

a) à l'état et à la capacité des personnes physiques, sous réserve de l'article 11;

Preambule

De Hoge Verdragsluitende Partijen bij het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap,

Geleid door de wens om op het gebied van het internationaal privaatrecht verder te gaan met de in de Gemeenschap reeds begonnen eenmaking van het recht, met name ter zake van de rechterlijke bevoegdheid en de tenuitvoerlegging van beslissingen,

Verlangende eenvormige regels op te stellen voor het recht dat van toepassing is op verbintenissen uit overeenkomst,

Hebben overeenstemming bereikt omtrent de volgende bepalingen :

TITEL I

Toepassingsgebied

Artikel 1

Toepassingsgebied

1. De bepalingen van dit Verdrag zijn van toepassing op verbintenissen uit overeenkomst in gevallen waarin uit het recht van verschillende landen moet worden gekozen.

2. Zij zijn niet van toepassing op :

a) de staat en bevoegdheid van natuurlijke personen, behoudens artikel 11;

Präambel

Die Höheren Vertragsparteien des Vertrags zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft,

In dem bestreben, die innerhalb der Gemeinschaft insbesondere im Bereich der gerichtlichen Zuständigkeit und der Vollstreckung gerichtlicher Entscheidungen bereits begonnene Rechtsvereinheitlichung auf dem Gebiet des internationalen Privatrechts fortzusetzen,

In dem Wunsch, einheitliche Normen für die Bestimmung des auf vertragliche Schuldverhältnisse anzuwendenden Rechts zu schaffen,

Sind wie folgt übereingekommen :

TITEL I

Anwendungsbereich

Artikel 1

Anwendungsbereich

1. Die Vorschriften dieses Übereinkommens sind auf vertragliche Schuldverhältnisse bei Sachverhalten, die eine Verbindung zum Recht verschiedener Staaten aufweisen, anzuwenden.

2. Sie sind nicht anzuwenden auf :

a) den Personenstand sowie die Rechts-, Geschäfts- und Handlungsfähigkeit von natürlichen Personen, vorbehaltlich des Artikels 11;

b) aux obligations contractuelles concernant :

- les testaments et successions;
- les régimes matrimoniaux;
- les droits et devoirs découlant des relations de famille, de parenté, de mariage ou d'alliance, y compris les obligations alimentaires envers les enfants non légitimes;

c) aux obligations nées de lettres de change, chèques, billets à ordre ainsi que d'autres instruments négociables, dans la mesure où les obligations nées de ces autres instruments dérivent de leur caractère négociable;

d) aux conventions d'arbitrage et d'élection de for;

e) aux questions relevant du droit des sociétés, associations et personnes morales, telles que la constitution, la capacité juridique, le fonctionnement interne et la dissolution des sociétés, associations et personnes morales, ainsi que la responsabilité personnelle légale des associés et des organes pour les dettes de la société, association ou personne morale;

f) à la question de savoir si un intermédiaire peut engager envers les tiers la personne pour le compte de laquelle il prétend agir ou si un organe d'une société, d'une association ou d'une personne morale peut engager envers les tiers cette société, association ou personne morale;

g) à la constitution des « trusts », aux relations qu'ils créent entre les constituants, les « trustees » et les bénéficiaires;

h) à la preuve et à la procédure, sous réserve de l'article 14.

3. Les dispositions de la présente convention ne s'appliquent pas aux contrats d'assurance qui couvrent des risques situés dans les territoires des Etats membres de la Communauté économique européenne. Pour déterminer si un risque est situé dans ces territoires, le juge applique sa loi interne.

4. Le paragraphe précédent ne concerne pas les contrats de réassurance.

Article 2

Caractère universel

La loi désignée par la présente convention s'applique même si cette loi est celle d'un Etat non contractant.

TITRE II

Règles uniformes

Article 3

Liberté de choix

1. Le contrat est régi par la loi choisie par les parties. Ce choix doit être exprès ou résulter de façon certaine des dispositions du contrat ou des circonstances de la cause. Par ce choix, les parties peuvent désigner la loi applicable à la totalité ou à une partie seulement de leur contrat.

b) verbintenissen uit overeenkomst betreffende :

- testaments en erfenissen;
- huwelijksgoederenrecht;
- rechten en verplichtingen uit familie-rechterlijke betrekkingen tussen ouders en kinderen, uit bloedverwantschap, huwelijk en aanverwantschap, met inbegrip van onderhoudsverplichtingen jegens onwettige kinderen;

c) verbintenissen uit wissels, cheques, orderbriefjes, alsmede andere verhandelbare waardepapieren, voor zover de verbintenissen uit deze andere papieren het gevolg zijn van hun verhandelbaarheid;

d) overeenkomsten tot arbitrage en tot aanwijzing van een bevoegde rechter;

e) kwesties behorende tot het recht inzake vennootschappen, verenigingen en rechtspersonen, zoals de oprichting, de rechts- en handelingsbevoegdheid, het inwending bestel en de ontbinding van vennootschappen, verenigingen en rechtspersonen, alsmede de persoonlijke aansprakelijkheid van de vennoten en de organen voor de schulden van de vennootschap, vereniging of rechtspersoon;

f) de vraag of een vertegenwoordiger zijn principaal, dan wel of een orgaan van een vennootschap, vereniging of rechtspersoon deze vennootschap, vereniging of rechtspersoon zelfs een derde kan binden;

g) de oprichting van « trusts », alsmede de daardoor ontstane rechtsbetrekkingen tussen oprichters, « trustees » en begunstigen;

h) het bewijs en de rechtspleging, behoudens artikel 14.

3. De bepalingen van dit Verdrag zijn niet van toepassing op verzekeringsovereenkomsten waarin risico's worden gedekt die op het grondgebied van de lid-staten van de Europese Economische Gemeenschap zijn gelegen. Bij de beoordeling van de vraag of een risico op deze grondgebieden is gelegen past de rechter zijn eigen recht toe.

4. Het voorgaande lid is niet van toepassing op herverzekeringsovereenkomsten.

Artikel 2

Toepassing van het recht van niet-verdragsluitende Staten

Het door dit Verdrag aangewezen recht is toepasselijk, ongeacht de vraag of het recht is van een verdragsluitende Staat.

TITEL II

Eenvormige regels

Artikel 3

Rechtskeuze door partijen

1. Een overeenkomst wordt beheerst door het recht dat partijen hebben gekozen. De rechtskeuze moet uitdrukkelijk zijn gedaan of voldoende duidelijk blijken uit de bepalingen van de overeenkomst of de omstandigheden van het geval. Bij hun keuze kunnen partijen het toepasselijke recht aanwijzen voor de overeenkomst in haar geheel of voor slechts een onderdeel daarvan.

b) vertragliche Schuldverhältnisse betreffend :

- Testamente und das Gebiet des Erbrechts;
- die ehelichen Güterstände;
- die Rechte und Pflichten, die auf einem Familien-, Verwandtschafts- oder eherechtlichen Verhältnis oder auf einer Schwägerschaft beruhen, einschliesslich der Unterhaltsverpflichtungen gegenüber einem nichtehelich Kind;

c) Verpflichtungen aus Wechsell, Schecks, Eigenwechsell und anderen handelbaren Wertpapieren, sofern die Verpflichtungen aus diesen anderen Wertpapieren aus deren Handelbarkeit entstehen;

d) Schieds- und Gerichtsstandsvereinbarungen;

e) Fragen betreffend das Gesellschaftsrecht, das Vereinsrecht und das Recht der juristischen Personen, wie z.B. die Errichtung, die Rechts- und Handlungsfähigkeit, die innere Verfassung und die Auflösung von Gesellschaften, Vereinen und juristischen Personen sowie die persönliche gesetzliche Haftung der Gesellschafter und der Organe für die Schulden der Gesellschaft, des Vereins oder der juristischen Person;

f) die Frage, ob ein Vertreter die Person, für deren Rechnung er zu handeln vorgibt, Dritten gegenüber verpflichten kann, oder ob das Organ einer Gesellschaft, eines Vereins oder einer juristischen Person diese Gesellschaft, diesen Verein oder diese juristische Person gegenüber Dritten verpflichten kann;

g) die Gründung von « Trusts » sowie die dadurch geschaffenen Rechtsbeziehungen zwischen Verfügenden, den Treuhändern und den Begünstigten;

h) den Beweis und das Verfahren, vorbehaltlich des Artikels 14.

3. Die Vorschriften dieses Uebereinkommens sind nicht anzuwenden auf Versicherungsverträge, die in den Hoheitsgebieten der Mitgliedstaaten der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft belegene Risiken decken. Ist zu entscheiden, ob ein Risiko in diesen Hoheitsgebieten belegen ist, so wendet das Gericht sein innerstaatliches Recht an.

4. Absatz 3 gilt nicht für Rückversicherungsverträge.

Artikel 2

Anwendung des Rechts von Nichtvertragsstaaten

Das nach diesem Uebereinkommen bezeichnete Recht ist auch dann anzuwenden, wenn es das Recht eines Nichtvertragsstaats ist.

TITEL II

Einheitliche Bestimmungen

Artikel 3

Freie Rechtswahl

1. Der Vertrag unterliegt dem von den Parteien gewählten Recht. Die Rechtswahl muss ausdrücklich sein oder sich mit hinreichender Sicherheit aus den Bestimmungen des Vertrags oder aus den Umständen des Falls ergeben. Die Parteien können die Rechtswahl für ihren ganzen Vertrag oder nur für einen Teil desselben treffen.

2. Les parties peuvent convenir, à tout moment, de faire régir le contrat par une loi autre que celle qui le régissait auparavant soit en vertu d'un choix antérieur selon le présent article, soit en vertu d'autres dispositions de la présente convention. Toute modification quant à la détermination de la loi applicable, intervenue postérieurement à la conclusion du contrat, n'affecte pas la validité formelle du contrat au sens de l'article 9 et ne porte pas atteinte aux droits des tiers.

3. Le choix par les parties d'une loi étrangère, assorti ou non de celui d'un tribunal étranger, ne peut, lorsque tous les autres éléments de la situation sont localisés au moment de ce choix dans un seul pays, porter atteinte aux dispositions auxquelles la loi de ce pays ne permet pas de déroger par contrat, ci-après dénommées « dispositions impératives ».

4. L'existence et la validité du consentement des parties quant au choix de la loi applicable sont régies par les dispositions établies aux articles 8, 9 et 11.

Article 4

Loi applicable à défaut de choix

1. Dans la mesure où la loi applicable au contrat n'a pas été choisie conformément aux dispositions de l'article 3, le contrat est régi par la loi du pays avec lequel il présente les liens les plus étroits. Toutefois, si une partie du contrat est séparable du reste du contrat et présente un lien plus étroit avec un autre pays, il pourra être fait application, à titre exceptionnel, à cette partie du contrat de la loi de cet autre pays.

2. Sous réserve du § 5, il est présumé que le contrat présente les liens les plus étroits avec le pays où la partie qui doit fournir la prestation caractéristique a, au moment de la conclusion du contrat, sa résidence habituelle ou, s'il s'agit d'une société, association ou personne morale, son administration centrale. Toutefois, si le contrat est conclu dans l'exercice de l'activité professionnelle de cette partie, ce pays est celui où est situé son principal établissement ou, si, selon le contrat, la prestation doit être fournie par un établissement autre que l'établissement principal, celui où est situé cet autre établissement.

3. Nonobstant les dispositions du § 2, dans la mesure où le contrat a pour objet un droit réel immobilier ou un droit d'utilisation d'un immeuble, il est présumé que le contrat présente les liens les plus étroits avec le pays où est situé l'immeuble.

4. Le contrat de transport de marchandises n'est pas soumis à la présomption du § 2. Dans ce contrat, si le pays dans lequel le transporteur a son établissement principal au moment de la conclusion du contrat est aussi celui dans lequel est situé le lieu de chargement ou de déchargement ou l'établissement principal de l'expéditeur, il est présumé que le contrat a les liens les plus étroits avec ce pays. Pour l'application du présent paragraphe, sont considérés comme contrats de transport de marchan-

2. Partijen kunnen te allen tijde overeenkomen de overeenkomst aan een ander recht te onderwerpen dan het recht dat deze voorheen, hetzij op grond van een vroegere rechtskeuze overeenkomstig dit artikel, hetzij op grond van een andere bepaling van dit Verdrag, beheerste. Een wijziging in de rechtskeuze door partijen na de totstandkoming van de overeenkomst is niet van invloed op de formele geldigheid van de overeenkomst in de zin van artikel 9 en doet geen afbreuk aan rechten van derden.

3. De keuze door partijen van een buitenlands recht, al dan niet gepaard gaande met de aanwijzing van een buitenlandse rechter, laat, wanneer alle overige elementen van het geval op het tijdstip van deze keuze met een enkel land zijn verbonden, onverlet de bepalingen waarvan volgens het recht van dit land niet bij overeenkomst mag worden afgeweken, hierna « dwingende bepalingen » te noemen.

4. De vraag of er overeenstemming tussen partijen tot stand is gekomen over de keuze van het toepasselijke recht en of deze overeenstemming geldig is, wordt beheerst door de artikelen 8, 9 en 11.

Artikel 4

Het recht, dat bij gebreke van een rechtskeuze door partijen toepasselijk is

1. Voor zover geen keuze overeenkomstig artikel 3 van het op de overeenkomst toepasselijke recht is gedaan, wordt de overeenkomst beheerst door het recht van het land waarmee zij het nauwst is verbonden. Indien evenwel een deel van de overeenkomst kan worden afgescheiden en dit deel nauwer verbonden is met een ander land, kan hierop bij wijze van uitzondering het recht van dat andere land worden toegepast.

2. Behoudens het vijfde lid wordt vermoed dat de overeenkomst het nauwst is verbonden met het land waar de partij die de kenmerkende prestatie moet verrichten, op het tijdstip van het sluiten van de overeenkomst haar gewone verblijfplaats, of, wanneer het een vennootschap, vereniging of rechtspersoon betreft, haar hoofdbestuur heeft. Indien de overeenkomst evenwel in de uitoefening van het beroep of het bedrijf van deze partij werd gesloten, is dit het land waar zich haar hoofdvestiging bevindt of, indien de prestatie volgens de overeenkomst door een andere vestiging dan de hoofdvestiging moet worden verricht, het land waar zich deze andere vestiging bevindt.

3. Voor zover de overeenkomst een zakelijk recht op of een recht tot gebruik van een onroerend goed tot onderwerp heeft wordt, ongeacht het tweede lid, vermoed dat de overeenkomst het nauwst is verbonden met het land waar het onroerend goed is gelegen.

4. Het vermoeden van het tweede lid geldt niet voor de overeenkomst tot vervoer van goederen. Wanneer bij een dergelijke overeenkomst het land waar de vervoerder zijn hoofdvestiging heeft ten tijde van de sluiting, tevens het land is waar de plaats van de inlading of lossing, dan wel de hoofdvestiging van de verzender is gelegen, wordt vermoed dat de overeenkomst het nauwst is verbonden met dat land. Voor de toepassing van dit lid wordt als overeenkomst tot vervoer van goederen beschouwd de

2. Die Parteien können jederzeit vereinbaren, dass der Vertrag nach einem anderen Recht zu beurteilen ist als dem, das zuvor entweder aufgrund einer früheren Rechtswahl nach diesem Artikel oder aufgrund anderer Vorschriften diesen Ueberkommens für ihn massgebend war. Die Formgültigkeit des Vertrags im Sinne des Artikels 9 und Rechte Dritter werden durch eine nach Vertragsabschluss erfolgende Aenderung der Bestimmung des anzuwendenden Rechts nicht berührt.

3. Sind alle anderen Teile des Sachverhalts im Zeitpunkt der Rechtswahl in ein und demselben Staat belegen, so kann die Wahl eines ausländischen Rechts durch die Parteien — sei sie durch die Vereinbarung der Zuständigkeit eines ausländischen Gerichts ergänzt oder nicht — die Bestimmungen nicht berühren, von denen nach dem Recht jenes Staats durch Vertrag nicht abgewichen werden kann und die nachstehend « zwingende Bestimmungen » genannt werden.

4. Auf das Zustandekommen und die Wirksamkeit der Einigung der Parteien über das anzuwendende Recht sind die Artikel 8, 9 und 11 anzuwenden.

Artikel 4

Mangels Rechtswahl anzuwendendes Recht

1. Soweit das auf den Vertrag anzuwendende Recht nicht nach Artikel 3 vereinbart worden ist, unterliegt der Vertrag dem Recht des Staats, mit dem er die engsten Verbindungen aufweist. Lässt sich jedoch ein Teil des Vertrags von dem Rest des Vertrags trennen und weist dieser Teil eine engere Verbindung mit einem anderen Staat auf, so kann auf ihn ausnahmsweise das Recht dieses anderen Staats angewendet werden.

2. Vorbehaltlich des Absatzes 5 wird vermutet, dass der Vertrag die engsten Verbindungen mit dem Staat aufweist, in dem die Partei, welche die charakteristische Leistung zu erbringen hat, im Zeitpunkt des Vertragsabschlusses ihren gewöhnlichen Aufenthalt oder, wenn es sich um eine Gesellschaft, einen Verein oder eine juristische Person handelt, ihre Hauptverwaltung hat. Ist der Vertrag jedoch im Ausübung einer beruflichen oder gewerblichen Tätigkeit dieser Partei geschlossen worden, so wird vermutet, dass er die engsten Verbindungen zu dem Staat aufweist, in dem sich deren Hauptniederlassung befindet oder in dem, wenn die Leistung nach dem Vertrag von einer anderen als der Hauptniederlassung zu erbringen ist, sich die andere Niederlassung befindet.

3. Ungeachtet des Absatzes 2 wird, soweit der Vertrag ein dingliches Recht an einem Grundstück oder ein Recht zur Nutzung eines Grundstücks zum Gegenstand hat, vermutet, dass der Vertrag die engsten Verbindungen zu dem Staat aufweist, in dem das Grundstück belegen ist.

4. Die Vermutung nach Absatz 2 gilt nicht für Güterbeförderungsverträge. Bei diesen Verträgen wird vermutet, dass sie mit dem Staat die engsten Verbindungen aufweisen, in dem der Beförderer im Zeitpunkt des Vertragsabschlusses seine Hauptniederlassung hat, sofern sich in diesem Staat auch der Verladeort oder der Entladeort oder die Hauptniederlassung des Absenders befindet. Als Güterbeförderungsverträge gelten für die Anwendung dieses Absatzes auch Charterverträge für eine einzige Reise

dises les contrats d'affrètement pour un seul voyage ou d'autres contrats lorsqu'ils ont principalement pour objet de réaliser un transport de marchandises.

5. L'application du § 2 est écartée lorsque la prestation caractéristique ne peut être déterminée. Les présomptions des §§ 2, 3 et 4 sont écartées lorsqu'il résulte de l'ensemble des circonstances que le contrat présente des liens plus étroits avec un autre pays.

Article 5

Contrats conclus par les consommateurs

1. Le présent article s'applique aux contrats ayant pour objet la fourniture d'objets mobiliers corporels ou de services à une personne, le consommateur, pour un usage pouvant être considéré comme étranger à son activité professionnelle, ainsi qu'aux contrats destinés au financement d'une telle fourniture.

2. Nonobstant les dispositions de l'article 3, le choix pas les parties de la loi applicable ne peut avoir pour résultat de priver le consommateur de la protection que lui assurent les dispositions impératives de la loi du pays dans lequel il a sa résidence habituelle :

— si la conclusion du contrat a été précédée dans ce pays d'une proposition spécialement fait ou d'une publicité, et si le consommateur a accompli dans ce pays les actes nécessaires à la conclusion du contrat, ou

— si le co-contractant du consommateur ou son représentant a reçu la commande du consommateur dans ce pays, ou

— si le contrat est une vente de marchandises et que le consommateur se soit rendu de ce pays dans un pays étranger et y ait passé la commande, à la condition que le voyage ait été organisé par le vendeur dans le but d'inciter le consommateur à conclure une vente.

3. Nonobstant les dispositions de l'article 4 et à défaut de choix exercé conformément à l'article 3, ces contrats son régis par la loi du pays dans lequel le consommateur a sa résidence habituelle, s'ils sont intervenus dans les circonstances décrites au § 2 du présent article.

4. Le présent article ne s'applique pas :

a) au contrat de transport;

b) au contrat de fourniture de services lorsque les services dus au consommateur doivent être fournis exclusivement dans un pays autre que celui dans lequel il a sa résidence habituelle.

5. Nonobstant les dispositions du paragraphe 4, le présent article s'applique au contrat offrant pour un prix global des prestations combinées de transport et de logement.

Article 6

Contrat individuel de travail

1. Nonobstant les dispositions de l'article 3, dans le contrat de travail, le choix par les parties de la loi applicable ne peut avoir pour résultat de priver le travailleur de la protection que lui assurent les dispositions impératives de la loi qui serait applicable, à défaut de choix, en vertu du paragraphe 2 du présent article.

bevrachting voor een enkele reis en iedere andere overeenkomst die hoofdzakelijk het vervoer van goederen betreft.

5. Het tweede lid vindt geen toepassing indien niet kan worden vastgesteld welke de kenmerkende prestatie is. De vermoedens van het tweede, derde en vierde lid gelden niet wanneer uit het geheel der omstandigheden blijkt dat de overeenkomst nauwer is verbonden met een ander land.

Artikel 5

Door consumenten gesloten overeenkomsten

1. Dit artikel is van toepassing op overeenkomsten die betrekking hebben op de levering van roerende lichamelijke zaken of de verstrekking van diensten aan een persoon, de consument, voor een gebruik dat als niet bedrijfs- of beroepsmatig kan worden beschouwd, alsmede op overeenkomsten ter financiering van een dergelijke levering of verstrekking.

2. Ongeacht artikel 3 kan de rechtskeuze van partijen er niet toe leiden dat de consument de bescherming verliest welke hij geniet op grond van de dwingende bepalingen van het recht van het land waar hij zijn gewone verblijfplaats heeft, indien :

— de sluiting van de overeenkomst in dat land is voorafgegaan door een bijzonder voorstel of publiciteit en indien de consument in dat land de voor de sluiting van die overeenkomst noodzakelijke handelingen heeft verricht, of

— de wederpartij van de consument of zijn vertegenwoordiger de bestelling van de consument in dat land heeft ontvangen, of

— het een koopovereenkomst betreft en de consument vanuit dat land naar een ander land is gereisd en daar de bestelling heeft gedaan, mits de reis door de verkoper is georganiseerd met het doel de consument tot koop te bewegen.

3. Ongeacht het artikel 4 worden deze overeenkomsten, bij gebreke van een rechtskeuze overeenkomstig artikel 3, beheerst door het recht van het land waar de consument zijn gewone verblijfplaats heeft, indien zij zijn gesloten in de in het tweede lid beschreven omstandigheden.

4. Dit artikel is niet van toepassing op :

a) de vervoerovereenkomst;

b) de overeenkomst tot verstrekking van diensten, wanneer de diensten aan de consument uitsluitend moeten worden verstrekt in een ander land dan dat waar hij zijn gewone verblijfplaats heeft.

5. Ongeacht het vierde lid is dit artikel van toepassing op de overeenkomst waarbij voor één enkele prijs zowel vervoer als verblijf wordt aangeboden.

Artikel 6

Individuele arbeidsovereenkomsten

1. Ongeacht artikel 3 kan de rechtskeuze van partijen in een arbeidsovereenkomst er niet toe leiden dat de werknemer de bescherming verliest welke hij geniet op grond van de dwingende bepalingen van het recht dat ingevolge het tweede lid van het onderhavige artikel bij gebreke van een rechtskeuze op hem van toepassing zou zijn.

und andere Verträge, die in der Hauptsache der Güterbeförderung dienen.

5. Absatz 2 ist nicht anzuwenden, wenn sich die charakteristische Leistung nicht bestimmen lässt. Die Vermutungen nach den Absätzen 2, 3 und 4 gelten nicht, wenn sich aus der Gesamtheit der Umstände ergibt, dass der Vertrag engere Verbindungen mit einem anderen Staat aufweist.

Artikel 5

Verbraucherverträge

1. Dieser Artikel gilt für Verträge über die Lieferung beweglicher Sachen oder die Erbringung von Dienstleistungen an eine Person, den Verbraucher, zu einem Zweck, der nicht der beruflichen oder gewerblichen Tätigkeit des Verbrauchers zugerechnet werden kan, sowie für Verträge zur Finanzierung eines solchen Geschäfts.

2. Ungeachtet des Artikel 3 darf die Rechtswahl der Parteien nicht dazu führen, dass dem Verbraucher der durch die zwingenden Bestimmungen des Rechts des Staats, in dem er seinen gewöhnlichen Aufenthalt hat, gewährte Schutz entzogen wird :

— wenn dem Vertragsabschluss ein ausdrückliches Angebot oder eine Werbung in diesem Staat vorausgegangen ist und wenn der Verbraucher in diesem Staat die zum Abschluss des Vertrags erforderlichen Rechtshandlungen vorgenommen hat, oder

— wenn der Vertragspartner des Verbrauchers oder sein Vertreter die Bestellung des Verbrauchers in diesem Staat entgegengenommen hat, oder

— wenn der Vertrag den Verkauf von Waren betrifft und der Verbraucher von diesem Staat ins Ausland gereist ist und dort seine Bestellung aufgegeben hat, sofern diese Reise vom Verkäufer mit dem Ziel herbeigeführt worden ist, den Verbraucher zum Vertragsabschluss zu veranlassen.

3. Abweichend von Artikel 4 ist mangels einer Rechtswahl nach Artikel 3 für Verträge, die unter den in Absatz 2 bezeichneten Umständen zustande gekommen sind, das Recht des Staats massgebend, in dem der Verbraucher seinen gewöhnlichen Aufenthalt hat.

4. Dieser Artikel gilt nicht für :

a) Beförderungsverträge;

b) Verträge über die Erbringung von Dienstleistungen, wenn die dem Verbraucher geschuldeten Dienstleistungen ausschließlich in einem anderen als dem Staat erbracht werden müssen, in dem der Verbraucher seinen gewöhnlichen Aufenthalt hat.

5. Ungeachtet des Absatzes 4 gilt dieser Artikel für Reiseverträge, die für einen Pauschalpreis kombinierte Beförderungs- und Unterbringungsleistungen vorsehen.

Artikel 6

Arbeitsverträge und Arbeitsverhältnisse von Einzelpersonen

1. Ungeachtet des Artikels 3 darf in Arbeitsverträgen und Arbeitsverhältnissen die Rechtswahl der Parteien nicht dazu führen, dass dem Arbeitnehmer der Schutz entzogen wird, der ihm durch die zwingenden Bestimmungen des Rechts gewährt wird, das nach Absatz 2 mangels einer Rechtswahl anzuwenden wäre.

2. Nonobstant les dispositions de l'article 4 et à défaut de choix exercé conformément à l'article 3, le contrat de travail est régi :

a) par la loi du pays où le travailleur, en exécution du contrat, accomplit habituellement son travail, même s'il est détaché à titre temporaire dans un autre pays, ou

b) si le travailleur n'accomplit pas habituellement son travail dans un même pays, par la loi du pays où se trouve l'établissement qui a embauché le travailleur,

à moins qu'il ne résulte de l'ensemble des circonstances que le contrat de travail présente des liens plus étroits avec un autre pays, auquel cas la loi de cet autre pays est applicable.

Article 7

Lois de police

1. Lors de l'application, en vertu de la présente convention, de la loi d'un pays déterminé, il pourra être donné effet aux dispositions impératives de la loi d'un autre pays avec lequel la situation présente un lien étroit, si et dans la mesure où, selon le droit de ce dernier pays, ces dispositions sont applicables quelle que soit la loi régissant le contrat. Pour décider si effet doit être donné à ces dispositions impératives, il sera tenu compte de leur nature et de leur objet ainsi que des conséquences qui découleraient de leur application ou de leur non-application.

2. Les dispositions de la présente convention ne pourront porter atteinte à l'application des règles de la loi du pays du juge qui régissent impérativement la situation quelle que soit la loi applicable au contrat.

Article 8

Consentement et validité au fond

1. L'existence et la validité du contrat ou d'une disposition de celui-ci sont soumises à la loi qui serait applicable en vertu de la présente convention si le contrat ou la disposition étaient valables.

2. Toutefois, pour établir qu'elle n'a pas consenti, une partie peut se référer à la loi du pays dans lequel elle a sa résidence habituelle s'il résulte des circonstances qu'il ne serait pas raisonnable de déterminer l'effet du comportement de cette partie d'après la loi prévue au paragraphe précédent.

Article 9

Forme

1. Un contrat conclu entre des personnes qui se trouvent dans un même pays est valable quant à la forme s'il satisfait aux conditions de forme de la loi qui le régit au fond en vertu de la présente convention ou de la loi du pays dans lequel il a été conclu.

2. Un contrat conclu entre des personnes qui se trouvent dans des pays différents est valable quant à la forme s'il satisfait aux conditions de forme de la loi qui le régit au fond en vertu de la présente convention ou de la loi de l'un de ces pays.

2. Ongeacht artikel 4 wordt de arbeids-overeenkomst, bij gebreke van een rechtskeuze overeenkomstig artikel 3, beheerst door :

a) het recht van het land waar de werknemer ter uitvoering van de overeenkomst gewoonlijk zijn arbeid verricht, zelfs wanneer hij tijdelijk in een ander land te werk is gesteld, of

b) het recht van het land waar zich de vestiging bevindt die de werknemer in dienst heeft genomen, wanneer deze niet in een zelfde land gewoonlijk zijn arbeid verricht,

tenzij uit het geheel der omstandigheden blijkt dat de arbeidsovereenkomst nauwer is verbonden met een ander land, in welk geval het recht van dat andere land toepasselijk is.

Artikel 7

Bepalingen van bijzonder dwingend recht

1. Bij de toepassing ingevolge dit Verdrag van het recht van een bepaald land kan gevolg worden toegekend aan de dwingende bepalingen van het recht van een ander land waarmede het geval nauw is verbonden, indien en voor zover deze bepalingen volgens het recht van het laatstgenoemde land toepasselijk zijn, ongeacht het recht dat de overeenkomst beheerst. Bij de beslissing of aan deze dwingende bepalingen gevolg moet worden toegekend, wordt rekening gehouden met hun aard en strekking, alsmede met de gevolgen die uit de toepassing of niet-toepassing van deze bepalingen zouden voortvloeien.

2. Dit Verdrag laat de toepassing onverlet van de bepalingen van het recht van het land van de rechter die ongeacht het op de overeenkomst toepasselijke recht, het geval dwingend beheersen.

Artikel 8

Bestaan en materiële geldigheid

1. Het bestaan en de geldigheid van de overeenkomst of van een bepaling daarvan worden beheerst door het recht dat ingevolge dit Verdrag toepasselijk zou zijn, indien de overeenkomst of de bepaling geldig zou zijn.

2. Niettemin kan een partij zich, voor het bewijs dat zij haar toestemming niet heeft verleend, beroepen op het recht van het land waar zij haar gewone verblijfplaats heeft, indien uit de omstandigheden blijkt dat het niet redelijk zou zijn de gevolgen van haar gedrag te bepalen overeenkomstig het recht, bedoeld in het voorgaande lid.

Artikel 9

Form

1. Een overeenkomst die is gesloten tussen personen die zich in een zelfde land bevinden, is wat de vorm betreft geldig indien zij voldoet aan de vormvereisten van het recht dat ingevolge dit Verdrag op de overeenkomst zelve van toepassing is, of van het recht van het land waar de overeenkomst is gesloten.

2. Een overeenkomst die is gesloten tussen personen die zich in verschillende landen bevinden, is wat de vorm betreft geldig indien zij voldoet aan de vormvereisten van het recht dat ingevolge dit Verdrag op de overeenkomst zelve van toepassing is, of van het recht van een van die landen.

2. Abweichend von Artikel 4 sind mangels einer Rechtswahl nach Artikel 3 auf Arbeitsverträge und Arbeitsverhältnisse anzuwenden :

a) das Recht des Staats, in dem der Arbeitnehmer in Erfüllung des Vertrags gewöhnlich seine Arbeit verrichtet, selbst wenn er vorübergehend in einen andere Staat entstand ist, oder

b) das Recht des Staats, in dem sich die Niederlassung befindet, die den Arbeitnehmer eingestellt hat, sofern dieser seine Arbeit gewöhnlich nicht in ein und demselben Staat verrichtet,

es sei denn, dass sich aus der Gesamtheit der Umstände ergibt, dass der Arbeitsvertrag oder das Arbeitsverhältnis engere Verbindungen zu einem anderen Staat aufweist; in diesem Fall ist das Recht dieses anderen Staats anzuwenden.

Artikel 7

Zwingende Vorschriften

1. Bei Anwendung des Rechts eines bestimmten Staats aufgrund dieses Übereinkommens kann den zwingenden Bestimmungen des Rechts eines anderen Staats, mit dem der Sachverhalt eine enge Verbindung aufweist, Wirkung verliehen werden, soweit diese Bestimmungen nach dem Recht des letztgenannten Staats ohne Rücksicht darauf anzuwenden sind, welchem Recht der Vertrag unterliegt. Bei der Entscheidung, ob diesen zwingenden Bestimmungen Wirkung zu verleihen ist, sind ihre Natur und ihr Gegenstand sowie die Folgen zu berücksichtigen, die sich aus ihrer Anwendung oder ihrer Nichtanwendung ergeben würden.

2. Dieses Übereinkommen berührt nicht die Anwendung der nach dem Recht des Staats des angerufenen Gerichts geltenden Bestimmungen, die ohne Rücksicht auf das auf den Vertrag anzuwendende Recht den Sachverhalt zwingend regeln.

Artikel 8-

Einigung und materielle Wirksamkeit

1. Das Zustandekommen und die Wirksamkeit des Vertrags oder einer seiner Bestimmungen beurteilen sich nach dem Recht, das nach diesem Übereinkommen anzuwenden wäre, wenn der Vertrag oder die Bestimmung wirksam wäre.

2. Ergibt sich jedoch aus den Umständen, dass es nicht gerechtfertigt wäre, die Wirkung des Verhaltens einer Partei nach dem in Absatz 1 bezeichneten Recht zu bestimmen, so kann sich diese Partei für die Behauptung, sie habe dem Vertrag nicht zugestimmt, auf das Recht des Staats ihres gewöhnlichen Aufenthaltsorts berufen.

Artikel 9

Form

1. Ein zwischen Personen, die sich in demselben Staat befinden, geschlossener Vertrag ist formgültig, wenn er die Formerfordernisse des auf ihn nach diesem Übereinkommen materiell-rechtlich anzuwendenden Rechts oder des Rechts des Staats, in dem er geschlossen wurde, erfüllt.

2. Ein zwischen Personen, die sich in verschiedenen Staaten befinden, geschlossener Vertrag ist formgültig, wenn er die Formerfordernisse des auf ihn nach diesem Übereinkommen materiell-rechtlich anzuwendenden Rechts oder des Rechts eines dieser Staaten erfüllt.

3. Lorsque le contrat est conclu par un représentant, le pays où le représentant se trouve au moment où il agit est celui qui doit être pris en considération pour l'application des paragraphes 1 et 2.

4. Un acte juridique unilatéral relatif à un contrat conclu ou à conclure est valable quant à la forme s'il satisfait aux conditions de forme de la loi qui régit ou régirait au fond le contrat en vertu de la présente convention ou de la loi du pays dans lequel cet acte est intervenu.

5. Les dispositions des paragraphes précédents ne s'appliquent pas aux contrats qui entrent dans le champ d'application de l'article 5, conclus dans les circonstances qui y sont décrites au paragraphe 2. La forme de ces contrats est régie par la loi du pays dans lequel le consommateur a sa résidence habituelle.

6. Nonobstant les dispositions des quatre premiers paragraphes du présent article, tout contrat ayant pour objet un droit réel immobilier ou un droit d'utilisation d'un immeuble est soumis aux règles de formes impératives de la loi du pays où l'immeuble est situé, pour autant que selon cette loi elles s'appliquent indépendamment du lieu de conclusion du contrat et de la loi le régissant au fond.

Article 10

Domaine de la loi du contrat

1. La loi applicable au contrat en vertu des articles 3 à 6 et de l'article 12 de la présente Convention régit notamment :

- a) son interprétation;
- b) l'exécution des obligations qu'il engendre;
- c) dans les limites des pouvoirs attribués au tribunal par sa loi de procédure, les conséquences de l'inexécution totale ou partielle de ces obligations, y compris l'évaluation du dommage dans la mesure où des règles de droit la gouvernent;
- d) les divers modes d'extinction des obligations, ainsi que les prescriptions et déchéances fondées sur l'expiration d'un délai;
- e) les conséquences de la nullité du contrat.

2. En ce qui concerne les modalités d'exécution et les mesures à prendre par le créancier en cas de défaut dans l'exécution on aura égard à la loi du pays où l'exécution a lieu.

Article 11

Incapacité

Dans un contrat conclu entre personnes se trouvant dans un même pays, une personne physique qui serait capable selon la loi de ce pays ne peut invoquer son incapacité résultant d'une autre loi que si, au moment de la conclusion du contrat, le co-contractant a connu cette incapacité ou ne l'a ignorée qu'en raison d'une imprudence de sa part.

3. Wanneer de overeenkomst is gesloten door een vertegenwoordiger, wordt onder het land, bedoeld in het eerste en tweede lid, verstaan het land waar de vertegenwoordiger zich bevindt op het tijdstip dat hij optreedt.

4. Een eenzijdige rechtshandeling die betrekking heeft op een reeds gesloten of nog te sluiten overeenkomst, is wat de vorm betreft geldig indien zij voldoet aan de vormvereisten van het recht dat de overeenkomst zelve ingevolge dit Verdrag beheerst of zou beheersen, of van het recht van het land waar die rechtshandeling is verricht.

5. De voorgaande leden zijn niet van toepassing op overeenkomsten waarop artikel 5 van toepassing is en die onder de in het tweede lid van dat artikel beschreven omstandigheden zijn gesloten. Deze overeenkomsten worden wat de vorm betreft beheerst door het recht van het land waar de consumptie zijn gewone verblijfplaats heeft.

6. Ongeacht het eerste tot en met het vierde lid van dit artikel wordt de overeenkomst die een zakelijk recht op of een recht tot gebruik van een onroerend goed tot onderwerp heeft, beheerst door de dwingende vormvoorschriften van het recht van het land waar het onroerend goed is gelegen, voor zover die voorschriften volgens dat recht toepasselijk zijn ongeacht de plaats waar de overeenkomst werd gesloten en ongeacht het daarop toepasselijke recht.

Artikel 10

De onderwerpen die het toepasselijke recht beheerst

1. Het recht dat ingevolge de artikelen 3 tot en met 6 en 12 van dit Verdrag op de overeenkomst toepasselijk is, beheerst met name :

- a) de uitlegging ervan;
- b) de nakoming ervan;
- c) de gevolgen van gehele of gedeeltelijke tekortkoming, daaronder begrepen de vaststelling van de schade voor zover hiervoor rechtsregels gelden, een en ander binnen de grenzen welke het procesrecht van de rechter aan diens bevoegdheden stelt;
- d) de verschillende wijzen waarop verbintenissen tenietgaan, alsmede de verjaring en het verval van rechten als gevolg van het verstrijken van een termijn;
- e) de gevolgen van de nietigheid van de overeenkomst.

2. Ten aanzien van de wijze van nakoming en de door de schuldeiser in geval van tekortkoming te nemen maatregelen, wordt rekening gehouden met het recht van het land waar de overeenkomst wordt nagekomen.

Artikel 11

Handelingsonbekwaamheid

Bij een overeenkomst die is gesloten tussen personen die zich in een zelfde land bevinden, kan een natuurlijke persoon die volgens het recht van dat land handelingsonbekwaam is, zich slechts beroepen op het feit dat hij volgens een ander recht handelingsonbekwaam is, indien de wederpartij ten tijde van de sluiting van de overeenkomst deze onbekwaamheid kende of door nalatigheid niet kende.

3. Wird der Vertrag durch einen Vertreter geschlossen, so muss bei Anwendung der Absätze 1 und 2 der Staat berücksichtigt werden, in dem sich der Vertreter befindet.

4. Einseitiges Rechtsgeschäft, das sich auf einen geschlossenen oder zu schließenden Vertrag bezieht, ist formgültig, wenn es die Formerfordernisse des Rechts, das nach diesem Übereinkommen für den Vertrag massgebend ist oder massgebend wäre, oder die Formerfordernisse des Rechts des Staats erfüllt, in dem dieses Rechtsgeschäft vorgenommen worden ist.

5. Die Absätze 1 bis 4 sind nicht anzuwenden auf Verträge, für die Artikel 5 gilt und die unter den in Artikel 5 Absatz 2 bezeichneten Umständen geschlossen worden sind. Für die Form dieser Verträge ist das Recht des Staats massgebend, in dem der Verbraucher seinen gewöhnlichen Aufenthalt hat.

6. Abweichend von den Absätzen 1 bis 4 beurteilen sich Verträge, die ein dingliches Recht an einem Grundstück oder ein Recht zur Nutzung eines Grundstücks zum Gegenstand haben, nach den zwingenden Formvorschriften des Staats, in dem das Grundstück belegen ist, sofern diese nach dem Recht dieses Staats ohne Rücksicht auf den Ort des Abschlusses des Vertrags und auf das auf ihn anzuwendende Recht gelten.

Artikel 10

Geltungsbereich des auf den Vertrag anzuwendenden Rechts

1. Das nach den Artikeln 3 bis 6 und nach Artikel 12 dieses Übereinkommens auf einen Vertrag anzuwendende Recht ist insbesondere massgebend für :

- a) seine Auslegung;
- b) die Erfüllung der durch ihn begründeten Verpflichtungen;
- c) die Folgen der vollständigen oder teilweisen Nichterfüllung dieser Verpflichtungen, einschliesslich der Schadensbemessung, soweit sie nach Rechtsnormen erfolgt, in den Grenzen der dem Gericht durch sein Prozessrecht eingeräumten Befugnisse;
- d) die verschiedenen Arten des Erlöschens der Verpflichtungen sowie die Verjährung und die Rechtsverluste, die sich aus dem Ablauf einer Frist ergeben;
- e) die Folgen der Nichtigkeit des Vertrags.

2. In bezug auf die Art und Weise der Erfüllung und die vom Gläubiger im Falle mangelhafter Erfüllung zu treffenden Massnahmen ist das Recht des Staats, in dem die Erfüllung erfolgt, zu berücksichtigen.

Artikel 11

Rechts-, Geschäfts- und Handlungsunfähigkeit

Bei einem zwischen Personen, die sich in demselben Staat befinden, geschlossenen Vertrag kann sich eine natürliche Person, die nach dem Recht dieses Staats rechts-, geschäfts- und handlungsfähig wäre, nur dann auf ihre aus dem Recht eines anderen Staats abgeleitete Rechts-, Geschäfts- und Handlungsunfähigkeit berufen, wenn der andere Vertragsteil bei Vertragsabschluss diese Rechts-, Geschäfts- und Handlungsunfähigkeit kannte oder infolge Fahrlässigkeit nicht kannte.

Article 12

Cession de créance

1. Les obligations entre le cédant et le cessionnaire d'une créance sont régies par la loi qui, en vertu de la présente convention, s'applique au contrat qui les lie.

2. La loi qui régit la créance cédée détermine le caractère cessible de celle-ci, les rapports entre cessionnaires et débiteur, les conditions d'opposabilité de la cession au débiteur et le caractère libératoire de la prestation faite par le débiteur.

Article 13

Subrogation

1. Lorsqu'en vertu d'un contrat, une personne, le créancier, a des droits à l'égard d'une autre personne, le débiteur, et qu'un tiers a l'obligation de désintéresser le créancier ou encore que le tiers a désintéressé le créancier en exécution de cette obligation, la loi applicable à cette obligation du tiers détermine si celui-ci peut exercer en tout ou en partie les droits détenus par le créancier contre le débiteur selon la loi régissant leurs relations.

2. La même règle s'applique lorsque plusieurs personnes sont tenues de la même obligation contractuelle et que le créancier a été désintéressé par l'une d'elles.

Article 14

Preuve

1. La loi régissant le contrat en vertu de la présente Convention s'applique dans la mesure où, en matière d'obligations contractuelles, elle établit des présomptions légales ou répartit la charge de la preuve.

2. Les actes juridiques peuvent être prouvés par tout mode de preuve admis soit par la loi du for, soit par l'une des lois visées à l'article 9, selon laquelle l'acte est valable quant à la forme, pour autant que la preuve puisse être administrée selon ce mode devant le tribunal saisi.

Article 15

Exclusion du renvoi

Lorsque la présente convention prescrit l'application de la loi d'un pays, elle entend les règles de droit en vigueur dans ce pays à l'exclusion des règles de droit international privé.

Article 16

Ordre public

L'application d'une disposition de la loi désignée par la présente convention ne peut être écartée que si cette application est manifestement incompatible avec l'ordre public du for.

Article 17

Application dans le temps

La convention s'applique dans un Etat contractant aux contrats conclus après son entrée en vigueur pour cet Etat.

Artikel 12

Cessie

1. De verbintenissen tussen cedent en cessionaris van een vordering worden beheerst door het recht dat ingevolge dit Verdrag op de tussen hen bestaande overeenkomst van toepassing is.

2. Het recht dat de gecedeerde vordering beheerst, bepaalt of zij voor cessie vatbaar is, alsmede de betrekkingen tussen cessionaris en schuldenaar, de voorwaarden waaronder de cessie aan de schuldenaar kan worden tegengeworpen en of de schuldenaar door betaling is bevrijd.

Artikel 13

Subrogatie

1. Indien een persoon, de schuldeiser, een vordering uit overeenkomst heeft jegens een andere persoon, de schuldenaar, en een derde verplicht is de schuldeiser te voldoen, dan wel deze reeds door de derde op grond van deze verplichting is voldaan, bepaalt het recht dat op de verplichting van de derde toepasselijk is, of deze de rechten die de schuldeiser jegens de schuldenaar heeft overeenkomstig het recht dat hun betrekkingen beheerst, kan uitoefenen en zo ja, in welke mate.

2. Hetzelfde geldt wanneer verschillende personen door dezelfde overeenkomst zijn gebonden en een van hen de schuldeiser heeft voldaan.

Artikel 14

Bewijs

1. Het recht dat ingevolge dit Verdrag de overeenkomst beheerst, is van toepassing voor zover het ten aanzien van verbintenissen uit overeenkomst wettelijke vermoedens vestigt of regels over de verdeling van de bewijslast bevat.

2. Rechtshandelingen kunnen worden bewezen door ieder middel dat is toegelaten door het recht van de rechter of door een der in artikel 9 bedoelde rechtsstelsels volgens hetwelk de rechtshandeling wat haar vorm betreft geldig is, voor zover dit middel van bewijsvoering kan worden opgedragen door de rechter bij wie de zaak aanhangig is.

Artikel 15

Uitsluiting van herverwijzing

Wanneer dit Verdrag de toepassing van het recht van een land voorschrijft, worden daarvoor verstaan de rechtsregels die in dat land gelden met uitsluiting van het internationaal privaatrecht.

Artikel 16

Openbare orde

De toepassing van een bepaling van het door dit Verdrag aangewezen recht kan slechts terzijde worden gesteld indien deze toepassing kennelijk onvereenigbaar is met de openbare orde van het land van de rechter.

Artikel 17

Overgangsbepaling

Dit Verdrag is in een verdragsluitende Staat van toepassing op overeenkomsten die zijn gesloten nadat het voor deze Staat in werking is getreden.

Artikel 12

Übertragung der Forderung

1. Für die Verpflichtungen zwischen Zedent und Zessionar einer Forderung ist das Recht massgebend, das nach diesem Übereinkommen auf den Vertrag zwischen ihnen anzuwenden ist.

Das Recht, dem die übertragene Forderung unterliegt, bestimmt ihre Übertragbarkeit, das Verhältnis zwischen Zessionar und Schuldner, die Voraussetzungen, unter denen die Übertragung dem Schuldner entgegengehalten werden kann, und die befreiende Wirkung einer Leistung durch den Schuldner.

Artikel 13

Gesetzlicher Forderungsübergang

1. Hat eine Person, der Gläubiger, eine vertragliche Forderung gegen eine andere Person, den Schuldner, und hat ein Dritter die Verpflichtung, den Gläubiger zu befriedigen oder befriedigt er den Gläubiger aufgrund dieser Verpflichtung, so bestimmt das für die Verpflichtung des Dritten massgebende Recht, ob der Dritte die Forderung des Gläubigers gegen den Schuldner gemäss dem für deren Beziehungen massgebenden Recht ganz oder zu einem Teil geltend zu machen berechtigt ist.

2. Dies gilt auch, wenn mehrere Personen dieselbe vertragliche Forderung zu erfüllen haben und der Gläubiger von einer dieser Personen befriedigt worden ist.

Artikel 14

Beweis

1. Das nach diesem Übereinkommen für den Vertrag massgebende Recht ist insoweit anzuwenden, als es für vertragliche Schuldverhältnisse gesetzliche Vermutungen aufstellt oder die Beweislast verteilt.

2. Zum Beweis eines Rechtsgeschäfts sind alle Beweisarten der lex fori oder eines jener in Artikel 9 bezeichneten Rechte, nach denen das Rechtsgeschäft formgültig ist, zulässig, sofern der Beweis in dieser Art vor dem angerufenen Gericht erbracht werden kann.

Artikel 15

Ausschluss der Rück- und Weiterverweisung

Unter dem nach diesem Übereinkommen anzuwendenden Recht eines Staats sind die in diesem Staat geltenden Rechtsnormen unter Ausschluss derjenigen des internationalen Privatrechts zu verstehen.

Artikel 16

Öffentliche Ordnung

Die Anwendung einer Norm des nach diesem Übereinkommen bezeichneten Rechts kann nur versagt werden, wenn dies offensichtlich mit der öffentlichen Ordnung des Staats des angerufenen Gerichts unvereinbar ist.

Artikel 17

Ausschluss der Rückwirkung

Dieses Übereinkommen ist in einem Vertragsstaat auf Verträge anzuwenden, die geschlossen worden sind, nachdem das Übereinkommen für diesen Staat in Kraft getreten ist.

Article 18

Interprétation uniforme

Aux fins de l'interprétation et de l'application des règles uniformes qui précèdent, il sera tenu compte de leur caractère international et de l'opportunité de parvenir à l'uniformité dans la façon dont elles sont interprétées et appliquées.

Article 19

Systèmes non unifiés

1. Lorsqu'un Etat comprend plusieurs unités territoriales dont chacune a ses propres règles en matière d'obligations contractuelles, chaque unité territoriale est considérée comme un pays aux fins de la détermination de la loi applicable selon la présente convention.

2. Un Etat dans lequel différentes unités territoriales ont leurs propres règles de droit en matière d'obligations contractuelles ne sera pas tenu d'appliquer la présente convention aux conflits de lois intéressant uniquement ces unités territoriales.

Article 20

Priorité du droit communautaire

La présente convention ne préjuge pas l'application des dispositions qui, dans des matières particulières, règlent les conflits de lois en matière d'obligations contractuelles et qui sont ou seront contenues dans les actes émanant des institutions des Communautés européennes ou dans les législations nationales harmonisées en exécution de ces actes.

Article 21

Relations avec d'autres conventions

La présente convention ne porte pas atteinte à l'application des conventions internationales auxquelles un Etat contractant est ou sera partie.

Article 22

Réserves

1. Tout Etat contractant, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation, pourra se réserver le droit de ne pas appliquer :

- a) l'article 7, paragraphe 1;
- b) l'article 10, paragraphe 1, lettre e.

2. Tout Etat contractant pourra également, en notifiant une extension de la convention conformément à l'article 27, paragraphe 2, faire une ou plusieurs de ces réserves avec effet limité aux territoires ou à certains des territoires visés par l'extension.

3. Tout Etat contractant pourra à tout moment retirer une réserve qu'il aura faite; l'effet de la réserve cessera le premier jour du troisième mois du calendrier après la notification du retrait.

TITRE III

Clauses finales

Article 23

1. Si, après la date d'entrée en vigueur de la présente convention à son égard, un Etat contractant désire adopter une nouvelle règle de conflit de lois pour une catégorie

Artikel 18

Eenvormige uitlegging

Bij de uitlegging en de toepassing van de voorgaande eenvormige regels moet rekening worden gehouden met het internationale karakter ervan en de wenselijkheid om eenheid te bereiken in de wijze waarop zij worden uitgelegd en toegepast.

Artikel 19

Staten met meer dan een rechtssysteem

1. Indien een Staat uit meer dan een territoriale eenheid bestaat en elke eenheid daarvan eigen rechtsregels voor verbintenissen uit overeenkomst bezit, wordt voor de bepaling van het overeenkomstig dit Verdrag toe te passen recht iedere territoriale eenheid als een land beschouwd.

2. Een Staat waarbinnen verschillende territoriale eenheden eigen rechtsregels voor verbintenissen uit overeenkomst bezitten, is niet verplicht dit Verdrag toe te passen in gevallen waarin uitsluitend rechtsregels van deze territoriale eenheden voor toepassing in aanmerking komen.

Artikel 20

Voorrang van het gemeenschapsrecht

Dit Verdrag laat onverlet de toepassing van bepalingen die voor bijzondere gebieden regels van internationaal privaatrecht met betrekking tot verbintenissen uit overeenkomst bevatten en die zijn of zullen worden neergelegd in besluiten van de Instellingen van de Europese Gemeenschappen of in ter uitvoering van deze besluiten geharmoniseerde nationale wetgevingen.

Artikel 21

Verhouding tot andere verdragen

Dit Verdrag laat onverlet de toepassing van internationale verdragen waarbij een verdragsluitende Staat partij is of zal worden.

Artikel 22

Voorbehouden

1. Iedere verdragsluitende Staat kan zich op het tijdstip van ondertekening, bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring, het recht voorbehouden niet toe te passen :

- a) artikel 7, eerste lid;
- b) artikel 10, eerste lid, onder e.

2. Iedere verdragsluitende Staat kan tevens, bij de verklaring met betrekking tot een uitbreiding van de toepasselijkheid van het Verdrag overeenkomstig artikel 27, tweede lid, één of meer van deze voorbehouden maken waarvan de werking is beperkt tot de of sommige van de gebieden bedoeld in de uitbreiding.

3. Iedere verdragsluitende Staat kan een door hem gemaakt voorbehoud op elk moment intrekken; het voorbehoud verliest zijn gevolg op de eerste dag van de derde kalendermaand na de kennisgeving van de intrekking.

TITEL III

Slotbepalingen

Artikel 23

1. Indien een verdragsluitende Staat, nadat het Verdrag voor hem in werking is getreden, een nieuwe verwijzingsregel wenst vast te stellen voor een speciale cate-

Artikel 18

Einheitliche Auslegung

Bei der Auslegung und Anwendung der vorstehenden einheitlichen Vorschriften ist ihrem internationalen Charakter und dem Wunsch Rechnung zu tragen, eine einheitliche Auslegung und Anwendung dieser Vorschriften zu erreichen.

Artikel 19

Staaten ohne einheitliche Rechtsordnung

1. Umfasst ein Staat mehrere Gebietseinheiten, von denen jede für vertragliche Schuldverhältnisse ihre eigenen Rechtsnormen hat, so gilt für die Bestimmung des nach diesem Übereinkommen anzuwendenden Rechts jede Gebietseinheit als Staat.

2. Ein Staat, in dem verschiedene Gebietseinheiten ihre eigenen Rechtsnormen für vertragliche Schuldverhältnisse haben, ist nicht verpflichtet, dieses Übereinkommen auf Kollisionen zwischen den Rechtsordnungen dieser Gebietseinheiten anzuwenden.

Artikel 20

Vorrang des Gemeinschaftsrechts

Dieses Übereinkommen berührt nicht die Anwendung der Kollisionsnormen für vertragliche Schuldverhältnisse auf besonderen Gebieten, die in Rechtsakten der Organe der Europäischen Gemeinschaften oder in dem in Ausführung dieser Akte harmonisierten innerstaatlichen Recht enthalten sind oder enthalten sein werden.

Artikel 21

Verhältnis zu anderen Übereinkommen

Dieses Übereinkommen berührt nicht die Anwendung internationaler Übereinkommen, denen ein Vertragsstaat angehört oder angehören wird.

Artikel 22

Vorbehalte

1. Jeder Vertragsstaat kann sich bei der Unterzeichnung, der Ratifizierung, der Annahme oder der Zustimmung das Recht vorbehalten, folgende Bestimmungen nicht anzuwenden :

- a) Artikel 7 Absatz 1;
- b) Artikel 10 Absatz 1 Buchstabe e.

2. Jeder Vertragsstaat kann ausserdem bei der Notifizierung einer Ausdehnung des Übereinkommens gemäss Artikel 27 Absatz 2 einen oder mehrere dieser Vorbehalte einlegen, deren Wirkung auf die oder einige der Gebiete begrenzt ist, die von der Ausdehnung erfasst werden.

3. Jeder Vertragsstaat kann jederzeit einen von ihm eingelegten Vorbehalt zurückziehen; der Vorbehalt wird am ersten Tag des dritten Kalendermonats nach Notifizierung der Rücknahme unwirksam.

TITEL III

Schlussvorschriften

Artikel 23

1. Wünscht ein Vertragsstaat, nachdem dieses Übereinkommen für ihn in Kraft getreten ist, eine neue Kollisionsnorm für eine bestimmte Gruppe von Verträgen

particulière de contrats entrant dans le champ d'application de la convention, il communique son intention aux autres Etats signataires par l'intermédiaire du Secrétaire général du Conseil des Communautés européennes.

2. Dans un délai de six mois à partir de la communication faite au Secrétaire général, tout Etat signataire peut demander à celui-ci d'organiser des consultations entre Etats signataires en vue d'arriver à un accord.

3. Si, dans ce délai, aucun Etat signataire n'a demandé la consultation ou si, dans les deux ans qui suivront la communication faite au Secrétaire général, aucun accord n'est intervenu à la suite des consultations, l'Etat contractant peut modifier son droit. La mesure prise par cet Etat est portée à la connaissance des autres Etats signataires par l'intermédiaire du Secrétaire général du Conseil des Communautés européennes.

Article 24

1. Si, après la date d'entrée en vigueur de la présente convention à son égard, un Etat contractant désire devenir partie à une convention multilatérale dont l'objet principal ou l'un des objets principaux est un règlement de droit international privé dans l'une des matières régies par la présente convention, il est fait application de la procédure prévue à l'article 23. Toutefois, le délai de deux ans, prévu au paragraphe 3 de l'article 23, est ramené à un an.

2. La procédure prévue au paragraphe précédent n'est pas suivie si un Etat contractant ou l'une des Communautés européennes sont déjà parties à la convention multilatérale ou si l'objet de celle-ci est de réviser une convention à laquelle l'Etat intéressé est partie ou s'il s'agit d'une convention conclue dans le cadre des traités instituant les Communautés européennes.

Article 25

Lorsqu'un Etat contractant considère que l'unification réalisée par la présente convention est compromise par la conclusion d'accords non prévus à l'article 24, paragraphe 1^{er}, cet Etat peut demander au Secrétaire général du Conseil des Communautés européennes d'organiser une consultation entre les Etats signataires de la présente convention.

Article 26

Chaque Etat contractant peut demander la révision de la présente convention. Dans ce cas, une conférence de révision est convoquée par le Président du Conseil des Communautés européennes.

Article 27

1. La présente convention s'applique au territoire européen des Etats contractants, y compris le Groenland, et à l'ensemble du territoire de la République française.

2. Par dérogation au paragraphe 1^{er} :

a) la présente convention ne s'applique pas aux Iles Féroé, sauf déclaration contraire du Royaume de Danemark;

gorie van overeenkomsten die onder het Verdrag vallen, geeft hij de andere Staten die het Verdrag hebben ondertekend, van zijn voornemen kennis door tussenkomst van de Secretaris-Generaal van de Raad van de Europese Gemeenschappen.

2. Binnen zes maanden na de kennisgeving aan de Secretaris-Generaal kan elke Staat die het Verdrag heeft ondertekend, hem verzoeken te bevorderen dat de Staten die het Verdrag hebben ondertekend, met elkaar in overleg treden ten einde tot een akkoord te komen.

3. Indien geen enkele Staat die het Verdrag heeft ondertekend binnen deze termijn om overleg heeft verzocht of indien binnen twee jaar na de kennisgeving aan de Secretaris-Generaal het overleg niet tot overeenstemming heeft geleid, kan de verdragsluitende Staat zijn recht wijzigen. De door deze Staat getroffen regeling wordt door tussenkomst van de Secretaris-Generaal van de Raad van de Europese Gemeenschappen ter kennis gebracht van de overige Staten die het Verdrag hebben ondertekend.

Artikel 24

1. Indien een verdragsluitende Staat, nadat het onderhavige Verdrag voor hem in werking is getreden, partij wenst te worden bij een meezijdig verdrag waarvan het voornaamste onderwerp of een der voornaamste onderwerpen een regeling van internationaal privaatrecht is betreffende een van de onderwerpen die door het onderhavige Verdrag worden beheerst, is de procedure van artikel 23 van toepassing. De termijn van twee jaar, bedoeld in artikel 23, derde lid, wordt evenwel teruggebracht tot een jaar.

2. De in het voorgaande lid bedoelde procedure wordt niet gevolgd wanneer een Verdragsluitende Staat of een van de Europese Gemeenschappen reeds partij is bij het meezijdige verdrag, of wanneer daarmee wordt beoogd een verdrag te wijzigen waarbij de betrokken Staat partij is, of wanneer het een verdrag betreft dat werd gesloten in het kader van de Verdragen tot oprichting van de Europese Gemeenschappen.

Artikel 25

Wanneer een verdragsluitende Staat van oordeel is dat de door dit Verdrag tot stand gekomen eenmaking van het recht in gevaar wordt gebracht door het sluiten van andere dan de in artikel 24, eerste lid, bedoelde verdragen, kan deze Staat aan de Secretaris-Generaal van de Raad van de Europese Gemeenschappen verzoeken te bevorderen dat de Staten die dit Verdrag hebben ondertekend, met elkaar in overleg treden.

Artikel 26

Iedere verdragsluitende Staat kan verzoeken om herziening van dit Verdrag. In dat geval roept de Voorzitter van de Raad van de Europese Gemeenschappen een herzieningsconferentie bijeen.

Artikel 27

1. Dit Verdrag is van toepassing op het Europese gebied van de verdragsluitende Staten, met inbegrip van Groenland en het volledige grondgebied van de Franse Republiek.

2. In afwijking van het eerste lid :

a) is dit Verdrag niet van toepassing op de Faeröer, tenzij het Koninkrijk Denemarken anders verklaart;

einzuführen, die in den Anwendungsbereich des Übereinkommens fallen, so teilt er seine Absicht den anderen Unterzeichnerstaaten über den Generalsekretär des Rates der Europäischen Gemeinschaften mit.

2. Innerhalb von sechs Monaten nach der Mitteilung an den Generalsekretär des Rates kann jeder Unterzeichnerstaat bei diesem beantragen, Konsultationen mit den Unterzeichnerstaaten einzuleiten, um zu einem Einvernehmen zu gelangen.

3. Hat innerhalb dieser Frist kein Unterzeichnerstaat Konsultationen beantragt oder haben die Konsultationen innerhalb von zwei Jahren nach Mitteilung an den Generalsekretär des Rates nicht zu einem Einvernehmen geführt so kann der betreffende Vertragsstaat sein Recht ändern. Die von diesem Staat getroffene Massnahme wird den anderen Unterzeichnerstaaten über den Generalsekretär des Rates der Europäischen Gemeinschaften zur Kenntnis gebracht.

Artikel 24

1. Wünscht ein Vertragsstaat, nachdem dieses Übereinkommen für ihn in Kraft getreten ist, einem mehrseitigen Übereinkommen beizutreten, dessen Hauptziel oder eines seiner Hauptziele eine internationalprivatrechtliche Regelung auf einem der Gebiete dieses Übereinkommens ist, so findet das Verfahren des Artikels 23 Anwendung. Jedoch wird die in Artikel 23 Absatz 3 vorgesehene Frist von zwei Jahren auf eine Jahr verkürzt.

2. Das in Absatz 1 bezeichnete Verfahren braucht nicht befolgt zu werden, wenn ein Vertragsstaat oder eine der Europäischen Gemeinschaften dem mehrseitigen Übereinkommen bereits angehört oder wenn sein Zweck darin besteht, ein Übereinkommen zu revidieren, dem der betreffende Staat angehört, oder wenn es sich um ein im Rahmen der Verträge zur Gründung der Europäischen Gemeinschaften geschlossenes Übereinkommen handelt.

Artikel 25

Ist ein Vertragsstaat der Auffassung, dass die durch dieses Übereinkommen erzielte Rechtsvereinheitlichung durch den Abschluss anderer als in Artikel 24 Absatz 1, bezeichneter Übereinkommen gefährdet ist, so kann dieser Staat beim Generalsekretär des Rates der Europäischen Gemeinschaften beantragen, Konsultationen zwischen den Unterzeichnerstaaten dieses Übereinkommens einzuleiten.

Artikel 26

Jeder Vertragsstaat kann die Revision dieses Übereinkommens beantragen. In diesem Fall beruft der Präsident des Rates der Europäischen Gemeinschaften eine Revisionkonferenz ein.

Artikel 27

1. Dieses Übereinkommen gilt für das europäische Hoheitsgebiet der Vertragsstaaten einschliesslich grönlands und für das gesamte Hoheitsgebiet der Französischen Republik.

2. Abweichend von Absatz 1 :

a) gilt dieses Übereinkommen nicht für die Färöer, sofern nicht das Königreich Dänemark eine gegenteilige Erklärung abgibt;

b) la présente convention ne s'applique pas aux territoires européens situés hors du Royaume-Uni et dont celui-ci assume les relations internationales, sauf déclaration contraire du Royaume-Uni pour un tel territoire;

c) la présente convention s'applique aux Antilles néerlandaises, si le Royaume des Pays-Bas fait une déclaration à cet effet.

3. Ces déclarations peuvent être faites à tout moment, par voie de notification au Secrétaire général du Conseil des Communautés européennes.

4. Les procédures d'appel introduites au Royaume-Uni contre des décisions rendues par les tribunaux situés dans un des territoires visés au paragraphe 2, lettre b, sont considérées comme des procédures se déroulant devant ces tribunaux.

Article 28

1. La présente convention est ouverte à compter du 19 juin 1980 à la signature des Etats parties au traité instituant la Communauté économique européenne.

2. La présente convention sera ratifiée, acceptée ou approuvée par les Etats signataires. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Secrétariat-général du Conseil des Communautés européennes.

Article 29

1. La présente convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois suivant le dépôt du septième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

2. La convention entrera en vigueur pour chaque Etat signataire ratifiant, acceptant ou approuvant postérieurement, le premier jour du troisième mois suivant le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 30

1. La convention aura une durée de dix ans à partir de la date de son entrée en vigueur conformément à l'article 29, paragraphe 1^{er}, même pour les Etats pour qui elle entrerait en vigueur postérieurement.

2. La convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans sauf dénonciation.

3. La dénonciation sera notifiée, au moins six mois avant l'expiration du délai de dix ans ou de cinq ans selon le cas, au Secrétaire général du Conseil des Communautés européennes. Elle pourra se limiter à l'un des territoires auxquels la convention aurait été étendue par application de l'article 27, paragraphe 2.

4. La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

Article 31

Le Secrétaire général du Conseil des Communautés européennes notifiera aux Etats parties au traité instituant la Communauté économique européenne :

a) les signatures;

3

b) is dit Verdrag niet van toepassing op de Europese gebieden buiten het Verenigd Koninkrijk, waarvan het Verenigd Koninkrijk de buitenlandse betrekkingen verzorgt, tenzij het Verenigd Koninkrijk anders verklaart ten aanzien van een zodanig gebied;

c) is dit Verdrag van toepassing op de Nederlandse Antillen, indien het Koninkrijk der Nederlanden een verklaring in deze zin aflegt.

3. Deze verklaringen kunnen op elk tijdstip worden afgelegd door middel van een kennisgeving aan de Secretaris-Generaal van de Raad van de Europese Gemeenschappen.

4. Beroepsprocedures die in het Verenigd Koninkrijk worden ingesteld tegen beslissingen van gerechten die zijn gelegen in een van de in het tweede lid, onder b, bedoelde gebieden, worden beschouwd als procedures die voor die gerechten worden gevoerd.

Artikel 28

1. Dit Verdrag staat met ingang van 19 juni 1980 voor ondertekening door de Staten die partij zijn bij het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap.

2. Dit Verdrag wordt door de ondertekende Staten bekrachtigd, aanvaard of goedgekeurd. De akten van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring worden nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Raad van de Europese Gemeenschappen.

Artikel 29

1. Dit Verdrag treedt in werking op de eerste dag van de derde maand volgende op het nederleggen van de zevende akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring.

2. Voor elke ondertekenende Staat die het Verdrag nadien bekrachtigt, aanvaardt of goedkeurt, treedt het in werking op de eerste dag van de derde maand die volgt op het nederleggen van zijn akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring.

Artikel 30

1. Dit Verdrag heeft een looptijd van tien jaar, te rekenen vanaf het tijdstip waarop het overeenkomstig artikel 29, eerste lid, in werking treedt; het voorgaande geldt ook voor Staten waarvoor dit Verdrag op een later tijdstip in werking treedt.

2. Behoudens opzegging wordt het Verdrag stilzwijgend verlengd, telkens voor een tijdvak van vijf jaar.

3. De opzegging wordt ten minste zes maanden vóór het verstrijken van de termijn van tien jaar of, al naar het geval, van vijf jaar, ter kennis gebracht van de Secretaris-Generaal van de Raad van de Europese Gemeenschappen. Zij kan worden beperkt tot een van de gebieden waarop het Verdrag krachtens artikel 27, tweede lid, van toepassing wordt verklaard.

4. De opzegging geldt slechts ten aanzien van de Staat die haar heeft gedaan. Voor de andere verdragsluitende Staten blijft het Verdrag van kracht.

Artikel 31

De Secretaris-Generaal van de Raad van de Europese Gemeenschappen stelt de Staten die partij zijn bij het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap in kennis van :

a) de ondertekeningen;

b) gilt dieses Uebereinkommen nicht für die europäischen Gebiete ausserhalb des Vereinigten Königreichs, deren internationale Beziehungen dieses wahrnimmt, sofern nicht das Vereinigte Königreich eine gegenteilige Erklärung in bezug auf ein solches Gebiet abgibt;

c) gilt dieses Uebereinkommen für die Niederländischen Antillen, sofern das Königreich der Niederlande eine Erklärung in diesem Sinn abgibt.

3. Diese Erklärungen können jederzeit durch Notifikation an den Generalsekretär des Rates der Europäischen Gemeinschaften abgegeben werden.

4. Rechtsmittelverfahren, die im Vereinigten Königreich gegen Entscheidungen von Gerichten in einem der in Absatz 2, Buchstabe b, genannten Gebiete angestrengt werden, gelten als Verfahren vor diesen Gerichten.

Artikel 28

1. Dieses Uebereinkommen liegt vom 19. Juni 1980 an für die Vertragsstaaten des Vertrags zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft zur Unterzeichnung auf.

2. Dieses Uebereinkommen bedarf der Ratifizierung, Annahme oder Zustimmung durch die Unterzeichnerstaaten. Die Urkunden über die Ratifizierung, Annahme oder Zustimmung werden beim Generalsekretär des Rates des Europäischen Gemeinschaften hinterlegt.

Artikel 29

1. Dieses Uebereinkommen tritt am ersten Tag des dritten Monats in Kraft, der auf die Hinterlegung der siebten Urkunde über die Ratifizierung, Annahme oder Zustimmung folgt.

2. Das Uebereinkommen tritt für jeden Unterzeichnerstaat, der später ratifiziert, annimmt oder zustimmt, am ersten Tag des dritten Monats in Kraft, der auf die Hinterlegung seiner Urkunde über die Ratifizierung, Annahme oder Zustimmung folgt.

Artikel 30

1. Dieses Uebereinkommen wird für zehn Jahre vom Zeitpunkt seines Inkrafttretens nach Artikel 29, Absatz 1, an geschlossen; dies gilt auch für die Staaten, für die es nach diesem Zeitpunkt in Kraft tritt.

2. Vorbehaltlich einer Kündigung verlängert sich die Dauer dieses Uebereinkommens stillschweigend jeweils um fünf Jahre.

3. Die Kündigung ist dem Generalsekretär des Rates der Europäischen Gemeinschaften mindestens sechs Monate vor Ablauf der zehnjährigen oder fünfjährigen Frist zu notifizieren. Sie kann auf eines der Gebiete beschränkt werden, auf das dieses Uebereinkommen nach Artikel 27, Absatz 2, erstreckt worden ist.

4. Die Kündigung hat nur Wirkung gegenüber dem Staat, der sie notifiziert hat. Für die anderen Vertragsstaaten bleibt das Uebereinkommen in Kraft.

Artikel 31

Der Generalsekretär des Rates der Europäischen Gemeinschaften notifiziert den Vertragsstaaten des Vertrags zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft

a) die Unterzeichnungen;

b) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation;

c) la date d'entrée en vigueur de la présente convention;

d) les communications faites en application des articles 23, 24, 25, 26, 27 et 30;

e) les réserves et le retrait des réserves mentionnées à l'article 22.

Article 32

Le protocole annexé à la présente convention en fait partie intégrante.

Article 33

La présente convention, rédigée en un exemplaire unique en langues allemande, anglaise, danoise, française, irlandaise, italienne et néerlandaise, ces textes faisant également foi, sera déposée dans les archives du Secrétariat général du Conseil des Communautés européennes. Le Secrétaire général en remettra une copie certifiée conforme à chacun des Gouvernements des Etats signataires.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente convention.

Fait à Rome, le dix-neuf juin mil neuf cent quatre-vingt.

b) het nederleggen van iedere akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring;

c) het tijdstip van inwerkingtreding van dit Verdrag;

d) de kennisgevingen, gedaan ingevolge de artikelen 23, 24, 25, 26, 27 en 30;

e) de voorbehouden en de intrekking van de voorbehouden bedoeld in artikel 22.

Artikel 32

Het aan dit Verdrag toegevoegde protocol maakt een wezenlijk onderdeel van het Verdrag uit.

Artikel 33

Dit Verdrag, opgesteld in één exemplaar in de Deense, de Duitse, de Engelse, de Franse, de Ierse, de Italiaanse en de Nederlandse taal, welke teksten gelijkelijk authentiek zijn, zal worden nedergelegd in het archief van het Secretariaat-Generaal van de Raad van de Europese Gemeenschappen. De Secretaris-Generaal zendt een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift daarvan toe aan de Regeringen van de ondertekenende Staten.

Ten blijke waarvan, de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, hun handtekening onder dit Verdrag hebben geplaatst.

Gedaan te Rome, de negentiende juni negentienhonderd tachtig.

Pour le Royaume de Belgique,
Voor het Koninkrijk België,

M. Rymenans

På Kongeriget Danmarks vegne,
Riberholdt

Für die Bundesrepublik Deutschland,
N. Ruyter

Pour la République française,
J.-P. Mourot

Thar ceann na hÉireann,
G. Collins

Per la Repubblica italiana,
T. Morlino

Pour le Grand-Duché de Luxembourg,
P. Helminger

Voor het Koninkrijk der Nederlanden,
Y. De Ruyter
Vixseboxse

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland,
Carrington

b) die Hinterlegung jeder Urkunde über die Ratifizierung, Annahme oder Zustimmung;

c) den Tag, an dem dieses Uebereinkommen in Kraft tritt;

d) die Mitteilungen gemäss den Artikeln 23, 24, 25, 26, 27 und 30;

e) die Vorbehalte und deren Rücknahme gemäss Artikel 22.

Artikel 32

Das im Anhang enthaltene Protokoll ist Bestandteil des Uebereinkommens.

Artikel 33

Dieses Uebereinkommen ist in einer Urschrift in dänischer, deutscher, englischer, französischer, irischer, italienischer und niederländischer Sprache abgefasst, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist; es wird im Archiv des Generalsekretariats des Rates der Europäischen Gemeinschaften hinterlegt. Der Generalsekretär übermittelt der Regierung jedes Unterzeichnerstaats eine beglaubigte Abschrift.

Zu Urkund dessen haben die hierzu gehörig befugten Unterzeichneten ihre Unterschriften unter dieses Uebereinkommen gesetzt.

Geschehen zu Rom am neunzehnten Juni neunzehnhundertachtzig.

L'instrument de ratification de la Belgique a été déposé le 31 juillet 1987 (article 28).

Cette Convention n'est pas encore entrée en vigueur.

La liste des Etats liés ainsi que la date de l'entrée en vigueur seront publiées ultérieurement.

De bekrachtigingsoorkonde van België werd neergelegd op 31 juli 1987 (artikel 28).

Dit Verdrag is nog niet in werking getreden.

De lijst der gebonden Staten alsmede de datum van inwerkingtreding zullen later gepubliceerd worden.